



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

### **Économie et vie des entreprises**

- Siemens Gamesa inaugure l'extension de son usine mais l'inquiétude grandit chez les syndicats sur la pérennité du site (Ici Normandie)
- Éolien offshore : Siemens Gamesa inaugure son usine agrandie au Havre après 200 millions d'euros d'investissement (Paris Normandie)
- Rouen : HAROPA PORT met 39 hectares à disposition pour attirer de nouveaux projets industriels (Gazette de Normandie)
- « Une cession ça s'anticipe » : l'entreprise Polytechs vendue à un groupe italien (Paris Normandie)
- Syndicat des transitaires du Havre : une nouvelle gouvernance pour accompagner la logistique portuaire (Paris Normandie)
- Après 70 ans d'existence à Rouen, c'est la fin pour Villetard le spécialiste des loisirs nautiques (Paris Normandie)

### **Sécurité**

- 79 morts en 2025 : la police sensibilise les usagers des trottinettes électriques à Dieppe (76 actu)
- Violences sexuelles présumées à Sotteville : l'agent mis en cause avait travaillé dans six structures périscolaires (Paris Normandie)
- Un homme placé en détention provisoire après avoir poignardé la femme qui l'hébergeait à Forges-les-Eaux (Ouest France)
- Trois blessés dans un violent incendie dans le quartier Saint-François du Havre (France 3)
- L'alcool fait des ravages sur la route au Havre : deux automobilistes ivres se font surprendre par la police (76 actu)
- Gendarmerie de Fécamp. Entre analyse et émotion, le commandant Ludovic Dantec s'apprête à passer le relais (Paris Normandie)

### **Migrants**

- Près de Dieppe, les gendarmes « bloquent » une embarcation de migrants avec un bébé à bord (Paris Normandie)
- Une opération « de grande envergure » : des embarcations de fortune assistées au large de Dieppe (76 actu)

### **CRA Oissel**

- « La situation est urgente » : le bâtonnier de Rouen dénonce la violence au centre de rétention à Oissel (Paris Normandie)
- « Une violence endémique » : le tribunal fermera-t-il le centre de rétention des étrangers à Oissel ? (Paris Normandie)

## **Social et société**

- À côté de Lubrizol, l'aire des gens du voyage ferme enfin après des années de polémique (France 3)
- « Tout le monde doit se bouger » : après la mort de Lyhanna, de nouveaux rassemblements ce lundi au Havre et à Rouen (76 actu)
- Maltraitance animale : près de Rouen, des militants de L214 ont manifesté contre l'enseigne E.Leclerc (76 actu)
- Une chaîne de solidarité s'est formée après le vol du camion frigorifique de ces Restos du cœur de Seine-Maritime (76 actu)
- « On nous demande plus d'insertion, mais cela a un coût » : à Bolbec, l'Esat face au défi de l'insertion en entreprise (Paris Normandie)
- Près de Dieppe, les associations ne lâchent rien contre la liaison électrique « Aquind » (Paris Normandie)

## **Environnement**

- Dans les falaises du Havre, 40 ans de décharge à dépolluer (Ouest France)
- La première éolienne du parc offshore vient d'être installée au large de Dieppe (76 actu)
- Parc éolien en mer Dieppe – Le Tréport : la première éolienne a été installée avec succès (Paris Normandie)
- La Ville d'Elbeuf veut sacrifier 18 ha de sa forêt et les mettre à disposition des scientifiques (Paris Normandie)

## **Collectivités locales et équipements publics**

- Des élus de la région ont visité la maison multi-services en vogue de cette commune de Seine-Maritime (76 actu)
- Saint-Étienne-du-Rouvray. 600 000 € pour réaménager la place de l'Église après l'hommage au père Hamel (Paris Normandie)
- Quand l'IA publie l'agenda de la Ville de Rouen, ça donne quelques couacs : la mairie s'explique (76 actu)

## **Politique**

- Barentin. L'asso des Petites villes de France demande un "pacte de confiance" à l'Etat (Tendance Ouest)

## **Santé**

- Manquements aux règles d'hygiène dans des cabinets dentaires en Normandie : comment les dentistes sont-ils contrôlés ? (Ouest France)
- Rouen. Le CHU met en place une application pour suivre vos proches lors de leur prise en charge (Courrier Cauchois)
- « Le respect doit être pour tous » : l'hôpital de Dieppe soutient les victimes de violences (76 actu)

## **Acteurs publics**

- Matignon bloque la diffusion d'un rapport sur l'impact de l'IA sur les effectifs de la fonction publique

## Siemens Gamesa inaugure l'extension de son usine mais l'inquiétude grandit chez les syndicats sur la pérennité du site

6-7 minutes

---

Roland Lescure a inauguré ce lundi 15 juin, l'extension de l'usine Siemens Gamesa au Havre, qui produit des pales d'éoliennes. © Radio France - Amélie Bonté

Diffusé le mardi 16 juin 2026 à 7:31

Publié le mardi 16 juin 2026 à 7:31

Le ministre de l'Economie, Roland Lescure était en visite ce lundi 18 juin au Havre. Il est venu inaugurer l'extension de l'usine Siemens Gamesa qui produit des mâts et pales d'éoliennes dans la cité Océane depuis 2022.

Et un ministre de plus au Havre ! C'est le troisième en dix jours... Ce lundi 18 juin, c'était au tour **du ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique, Roland Lescure, de venir au Havre pour inaugurer l'extension de l'usine Siemens Gamesa.** Il y a un peu plus d'un an, Siemens Gamesa annonçait **investir 200 millions €** pour l'usine du Havre (la seule du groupe en France), ouverte en 2022. Le tout pour produire des pales d'éoliennes gigantesques, mais voilà dans le même temps les syndicats ont appris un gel des embauches et un plan de charge de l'usine revu à la baisse.

### "L'Etat a été au rendez-vous"

**13 000 m carré supplémentaires** pour cette usine de Siemens Gamesa qui emploie **980 salariés et un peu plus de 200 intérimaires.**

Désormais ici on produit des pales de 115 m de long avec un savoir faire très spécifique. Ce sont notamment, des ouvriers qui drapent chaque moule de pale d'éolienne, d'une fibre de verre, pas d'automatisation "*ici vous ne verrez pas de robot*" a d'ailleurs vanté le directeur danois de l'usine, Anton Bak. C'est ce qu'a pu découvrir le Ministre de l'Economie lors de sa visite, dans **ces hangars géants** mais Roland Lescure est aussi venu rassurer :

**"Il y a deux ans on se posait beaucoup de questions sur l'avenir de cette usine et je suis très heureux de vous dire que cet avenir est assuré** grâce à un investissement de tous. \* L'Etat a été au rendez-vous en installant des crédits d'impôts et on a tout fait pour que dans la réglementation européennes, la préférence européenne puisse être mise en place. Ensuite il faut qu'il soit le meilleur, je suis convaincu qu'ils le sont car ils ont un processus de production unique au monde. On verra, que le meilleur gagne mais j'espère qu'il sera Made In Le Havre."

La présidente de Siemens Energy a de son côté plaidé pour un respect des calendriers d'appels d'offres. On sait qu'en France c'est très long comparé à nos voisins européens, d'où la difficulté de Yara Chakhtoura de préciser l'avenir de l'usine : **"plusieurs années de carnet de commande au global, je n'ai pas de dates exactes à vous fournir"**.

## **Pourtant un gel des embauches**

Malgré ce discours du Ministre, **les syndicats restent en vigilance**. Au mois d'avril, la direction **a annoncé un gel des embauches** et un plan de charge de production revu à la baisse : **"Rien n'est prévu pour l'instant sur le marché Français, il y a une très grande incertitude. Le savoir-faire on l'a, il n'y a pas de débat mais maintenant il faut une accélération sur les carnets de commande Français."** explique Clément Broudic de la CGT Siemens Gamesa.

Plusieurs espoirs sont placés dans le parc éolien en mer de Dunkerque, qui doit désormais choisir son constructeur. Autre piste, récemment **TotaleEnergies qui va gérer le futur parc Centre Manche** au large de nos côtes normandes **était en visite à l'usine du Havre**.

- [Le Havre](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Écologie](#)
- [Industrie](#)
- [Éoliennes](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

**Écoutez d'autres épisodes de l'émission**

## Éolien offshore : Siemens Gamesa inaugure son usine agrandie au Havre après 200 millions d'euros d

Nicolas Le Jean

1-2 minutes

---

« Nous célébrons un succès collectif au cœur de la transition écologique, qui crée de l'emploi et de la souveraineté industrielle », s'est réjoui Roland Lescure. Lundi 15 juin 2026, le ministre de l'Économie et des Finances [a inauguré](#), dans la zone industrialo-portuaire [du Havre](#), l'extension de l'usine de pales éoliennes offshore [Siemens Gamesa](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une extension commencée en mars 2025 et qui s'est achevée en avril dernier, avec le début de la production de pales nouvelle génération de 115 m de long, destinées à des turbines de 15 MW.

### Soutien de l'État

Alors que Siemens Gamesa a investi 200 millions d'euros dans la transformation de son usine, le ministre a rappelé le soutien de l'État dans le projet, à travers le crédit d'impôt pour l'industrie verte (C3IV) et le fait « qu'on s'est battu pour imposer la préférence européenne dans les appels d'offres ».

## Rouen : HAROPA PORT met 39 hectares à disposition pour attirer de nouveaux projets industriels

J.M

3-4 minutes

---

En bref

Industrie & Logistique

HAROPA PORT lance un appel à projets portant sur près de 39 hectares de foncier stratégique situés à Grand-Quevilly et Petit-Couronne, au cœur de la zone industrialo-portuaire de Rouen. L'opération vise à accueillir de nouvelles activités industrielles, logistiques et énergétiques sur plusieurs sites connectés à la Seine et aux infrastructures multimodales du territoire. Les candidatures sont ouvertes jusqu'en septembre 2026 pour une attribution prévue début 2027.



HAROPA PORT ouvre 39 hectares aux industriels © HAROPA PORT.

Publié le 16 juin 2026 - Mis à jour le 16 juin 2026

Avec cet appel à projets, HAROPA PORT ouvre une nouvelle phase de valorisation de son patrimoine foncier sur la rive gauche de la Seine. L'opération concerne plusieurs emprises réparties entre Grand-Quevilly et Petit-Couronne, représentant au total plus de 390 000 m<sup>2</sup>, dont près de 18 hectares constitués par la darse des docks. Les terrains proposés comprennent notamment le secteur des anciens Hauts-Fourneaux de Rouen, le site Charvet ainsi que plusieurs parcelles susceptibles d'accueillir des projets industriels d'envergure. Leur localisation constitue l'un des principaux atouts de l'opération. Les futurs occupants bénéficieront d'un accès direct à l'écosystème portuaire rouennais, aux connexions fluviales de la Seine, au réseau ferroviaire ainsi qu'aux autoroutes A13, A28 et A29, offrant des conditions logistiques particulièrement recherchées par les industriels.

### **Le foncier industriel redevient un levier majeur de souveraineté économique**

À l'échelle nationale, la maîtrise du foncier industriel est redevenue un enjeu central des politiques économiques. La réindustrialisation engagée depuis plusieurs années s'accompagne d'une forte concurrence entre territoires pour attirer les investissements productifs liés aux transitions énergétique, logistique et numérique. Les sites capables d'offrir simultanément des connexions portuaires, ferroviaires, routières et fluviales figurent aujourd'hui parmi les plus recherchés par les industriels, notamment dans les secteurs des matériaux, des énergies décarbonées, de la chimie verte ou de l'économie circulaire.

## « Une cession ça s'anticipe » : l'entreprise Polytechs vendue à un groupe italien

*Mireille Loubet-Anquetil*

6-8 minutes

---

Un accord de cession a été conclu fin janvier 2026 pour l'usine de Cany-Barville, après 18 mois de négociation. L'entreprise normande vient de rejoindre Global Polymer Solutions, une filiale du groupe italien Investindustrial.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Patrick Coquelet ancien patron de Polytechs avec Xavier Tassel, ancien directeur de l'usine, devenu directeur général de la société canycaise. - Paris Normandie



*Par Mireille Loubet-Anquetil*

Publié: 15 Juin 2026 à 07h31 Temps de lecture: 2 min

Après [45 ans d'existence comme société indépendante à Cany-Barville, Polytechs](#), PME normande, intègre un groupe italien Investindustrial par le biais de sa filiale spécialisée dans les polymères, Global Polymer Solutions dont les différentes entités sont implantées en Espagne, en Italie et au Mexique.

Pour son dirigeant et unique actionnaire, Patrick Coquelet, cette vente conclue le 28 janvier 2026, assure la continuité des emplois des 170 salariés de l'usine canycaise. *« Je suis bienheureux d'avoir trouvé cette solution-là. Ce que je voulais c'était assurer le futur des collaborateurs. La priorité ce n'est pas de céder au plus offrant, c'est le projet industriel qui garantit les emplois et un développement pour l'avenir ».*

Preuve de cette transmission toute en sérénité : il accompagne personnellement, jusqu'à la fin du mois de juillet 2026, ce changement de gouvernance et c'est l'ancien directeur de l'usine, Xavier Tassel qui lui succède comme directeur général.

[Autre enseignement, livré par celui qui a présidé durant dix ans l'antenne dieppoise de la Chambre de commerce et d'industrie](#), c'est la nécessité de prendre son temps avant de conclure une vente pour la pérennité de l'entreprise.

Pour Polytechs, les premiers échanges ont démarré en 2022. Plusieurs candidats se sont présentés pour acquérir la société normande, mais sans aller au bout de la démarche. Jusqu'à ce qu'en octobre 2024, [Investindustrial](#), un fonds d'investissement qui pèse 17 milliards d'euros, ouvre des négociations sérieuses. *« Mon interrogation principale a été celle-ci : est-ce que le projet industriel a du sens ? Il y a une complémentarité évidente, une synergie entre nos activités. Le gros avantage avec ce groupe, c'est qu'il apporte de nouvelles compétences*

*industrielles et de nouvelles technologies. »*

« Mon interrogation principale a été celle-ci : est-ce que le projet industriel a du sens ? »

**Patrick Coquelet**, Ex-patron de Polytechs à Cany-Barville.

### **La transmission « un challenge »**

Pour Patrick Coquelet, âgé de 72 ans et présent dans l'entreprise depuis 1984 (d'abord directeur financier, puis co-actionnaire, puis directeur général et actionnaire unique), « *une cession, ça s'anticipe* ». C'est le message qu'il adresse aux 500 000 dirigeants d'entreprises en France, âgés de plus de 55 ans, qui vont passer la main de leur société dans les dix ans qui viennent. « *Ils représentent un total de 3 millions d'emplois. À mes yeux c'est un challenge prioritaire.* »

La PME cauchoise qui effectue 35 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel et exporte 57 % de ses produits (des composés plastiques spécialisés pour la câblerie, la pétrochimie, l'automobile et l'emballage) vient désormais compléter la gamme de Global Polymer Solutions en pleine stratégie de croissance et d'innovation. « *Les repreneurs ont estimé qu'il y avait encore des possibilités de développement.* »

Depuis 2010, l'usine canycaise s'est beaucoup modernisée : trois plans d'investissement successifs pour un total de 25 millions d'euros ont été entrepris avec l'arrivée de nouvelles machines, des améliorations logistiques, la validation de nouvelles normes et des automatisations de process. En juillet 2026, une nouvelle ligne de production va démarrer pour porter sa capacité de production de 24 000 à 35 000 tonnes par an.

Lire aussi



[Coupe du monde 2026 : en pays de Caux, voici cinq bars où les matchs des Bleus sont diffusés](#)

## Syndicat des transitaires du Havre : une nouvelle gouvernance pour accompagner la logistique portuaire

*Paris Normandie*

5-7 minutes

---

Le Syndicat des Transitaires du Havre franchit une étape clé avec la nomination d'un directeur exécutif salarié, renforçant son rôle auprès des 80 entreprises adhérentes et des acteurs logistiques locaux.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Franck Soulé succède à Brice Vatinel à la tête du Syndicat des Transitaires du Havre. - Syndicat des Transitaires du Havre



*Par la rédaction*

Publié: 15 Juin 2026 à 09h13 Temps de lecture: 1 min

Le [Syndicat des Transitaires du Havre](#) (STH) marque une nouvelle étape en nommant, pour la première fois lors de son assemblée générale du 5 juin 2026, un directeur exécutif salarié en la personne de Franck Soulé. Cette décision, prise à l'unanimité par les représentants des transitaires, commissionnaires, logisticiens et représentants en douane, ouvre une nouvelle ère de gouvernance.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

*« Mon élection ne marque pas une rupture. Elle s'inscrit au contraire dans une volonté claire de continuité, de cohérence et de stabilité au service de notre organisation, et de ses missions », a déclaré Franck Soulé, qui succède à Brice Vatinel.*

## **Plus de 80 entreprises adhérentes**

Le STH, fort de plus de 80 entreprises adhérentes et de 7000 salariés, affirme son poids économique central dans l'économie havraise, normande et nationale. Le syndicat coordonne, avec sa filiale GEPIFEC, des actifs et infrastructures stratégiques, notamment le Poste de Contrôle Frontalier (PCF) et les équipements pour les contrôles vétérinaires et phytosanitaires, pour fluidifier les échanges et renforcer l'attractivité du port.

Ayant son siège au cœur du premier port à conteneurs de France depuis 1945, le STH fait partie des interlocuteurs de référence auprès des administrations, autorités portuaires et acteurs économiques. En 2025, Le Havre a traité plus de 3,1 millions d'EVP, confirmant sa place de premier port français pour le commerce extérieur au sein de [HaRoPa Port](#), ensemble portuaire ayant généré 84,7 millions de tonnes de trafic maritime et 435 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Dans un communiqué, le syndicat dit *« agir comme partenaire du dialogue entre entreprises et pouvoirs publics »* tout en s'appuyant sur

quatre valeurs : « *appui aux entreprises, anticipation réglementaire, expertise métier et ouverture au partenariat. Il anime la communauté portuaire, accompagne la profession, assure une veille douanière et réglementaire, et valorise les métiers du transit et de la logistique.* »

« *Notre légitimité repose sur notre capacité à défendre les intérêts de la place portuaire havraise face aux enjeux de souveraineté logistique, de transition écologique et de compétitivité internationale. Nous nous engageons à poursuivre nos missions avec esprit d'innovation et d'engagement collectif, en demeurant une voix incontournable pour la logistique française* », conclut le STH.

Lire aussi

[Ce festival de musique face à la mer et à moins de 10 € par jour a tout pour nous plaire](#)

[Éolien offshore : Siemens Gamesa inaugure son usine agrandie au Havre après 200 millions d'euros d'investissement](#)

[Après des années de sommeil, Sainneville-sur-Seine réveille son comité des fêtes](#)

**Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :**

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

**Ça se passe aussi vers**

**Ça se passe aussi vers**

[Le Havre](#)



[Incendie dans un appartement du Havre : trois blessés, dont un adolescent de 13 ans](#)



## Après 70 ans d'existence à Rouen, c'est la fin pour Villetard le spécialiste des loisirs nautiques

*Jérémy Chatet*

6-7 minutes

---

Villetard basée sur l'île Lacroix à Rouen a été placée en liquidation judiciaire début juin 2026, actant la fin d'une entreprise de loisirs nautiques implantée sur le territoire depuis 70 ans.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





L'entreprise Villetard était basée sur l'île Lacroix à Rouen. - Archives Boris MASLARD/PN



Par [Jérémie Chatet](#)

Publié: 15 Juin 2026 à 14h00 Temps de lecture: 2 min

Villetard, spécialisée dans le loisir nautique à partir de 1956, a définitivement fermé ses portes. L'entreprise, reprise en 2016 par Olivier Dumont a été liquidée par le tribunal de commerce de Rouen par un jugement du 9 juin. En difficulté, elle avait été placée [en redressement judiciaire](#) le 19 novembre 2024.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

## « C'est un déchirement »

Après une longue période d'observation, le plan de redressement, présenté par Olivier Dumont a été rejeté par le tribunal de commerce le 12 mai.

Ce dernier constatant notamment que la société avait généré de nouvelles dettes depuis l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire et qu'elle « ne disposait pas de la trésorerie nécessaire pour régler l'ensemble du passif ».

*« On a tout fait, l'équipe a été disponible tout le temps, c'est un déchirement, confie, affecté, Olivier Dumont. On allait fêter les 70 ans d'existence. Villetard était une institution rouennaise, on a fait beaucoup d'animations avec les clubs de plongée, on a participé à l'Armada, les [24h motonautiques](#)... »*

## Entreprise familiale

Créée en 1924 par Marcel Villetard, rejoint par son fils André, l'entreprise familiale était dans un premier temps dévolue au vélo, avant de se spécialiser en 1956 dans le nautisme. Ne cessant de se développer, Villetard s'était implantée sur l'île Lacroix en 1968.

Avec une activité diversifiée : vente de bateaux, de matériel nautique, possibilité de passer son permis bateau... Et une renommée dépassant les frontières locales.

En 2021, elle avait ouvert un commerce de vente et d'entretien de matériel nautique à Dieppe sous le [nom Nautisub](#). Un pari perdant. La

mauvaise santé financière de l'antenne dieppoise, liquidée début 2025, a fragilisé la maison mère Villetard, précipitant son redressement judiciaire en 2024.

Entre 2022 et 2024, le chiffre d'affaires de Villetard a chuté de 45 % passant de 2,142 millions d'euros à 1,180 million d'euros.

Contexte économique morose et concurrence d'internet étaient évoqués par le dirigeant pour justifier les difficultés. De même que la position géographique peu adaptée du site rouennais.

*« Nous ne sommes pas en bord de mer et nos bateaux étaient transportables par des voitures aux moteurs thermiques mais il y en a de moins en moins »,* regrette Olivier Dumont.

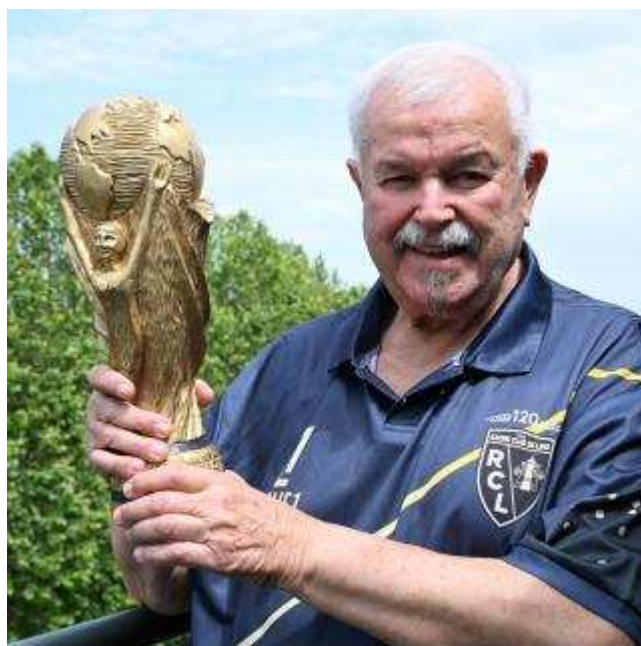
*« La fermeture a été brutale, je suis extrêmement déçu que le nom de l'entreprise s'arrête aujourd'hui. »*

**Olivier Dumont**, Gérant de Villetard

Pendant les 18 mois de redressement judiciaire, le dirigeant a tenté de restructurer l'activité, réduisant l'effectif de 7 employés à 3, conséquence de départs et d'un plan de licenciement économique. « On a également sous-traité nos ateliers nautiques », précise-t-il.

Des efforts insuffisants d'après le tribunal de commerce de Rouen qui, en rejetant le plan de redressement, a acté la disparition de l'entreprise. *« La fermeture a été brutale, je suis extrêmement déçu que le nom de l'entreprise s'arrête aujourd'hui, confie Olivier Dumont. À titre personnel c'est un échec sur lequel il faudra faire le deuil. »*

Lire aussi



[De Moscou à Séoul, ce supporter normand des Bleus a vécu sept Coupes du monde de football](#)



## 79 morts en 2025 : la police sensibilise les usagers des trottinettes électriques à Dieppe

Jean-francois Caru

2-3 minutes

La police sensibilise la population à Dieppe (Seine-Maritime) au sujet des engins motorisés comme les trottinettes électriques. Il y a eu 79 morts en France en 2025.

Sur le même thème

[Police](#)

[Trottinette électrique](#)

[Vélo](#)



Les policiers en pleine opération de sensibilisation à Dieppe (Seine-Maritime) au côté de François, adepte de trottinette électrique. ©Les Informations dieppoises / Jean-François Caru

Par [Jean-francois Caru](#) Publié le 15 juin 2026 à 14h00

Mercredi 10 juin 2026, alors que le soleil refait une apparition surprise en ce milieu d'après-midi, au niveau de la fontaine du quai Henri-IV, l'heure est à la **sensibilisation** pour la **police** de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#).

« L'idéal c'est de voir des **trottinettistes** ou des **cyclistes** pour faire un petit rappel des **règles obligatoires**. Avertisseur sonore, système de

freinage... On va leur donner un gilet réfléchissant », partage le lieutenant Marzin avant que ce dernier ne fasse état d'un bilan décevant.

« En France, en 2025, on est sur **79 morts** en EDPM, les engins de déplacement personnel motorisés. C'est 34 de plus que l'année dernière », atteste-t-il.

## **Des usagers coopératifs**

Bien que les **usagers** de vélos et de trottinettes électriques ne battent pas les routes en cette journée ensoleillée, les quelques-uns arrêtés ne cherchent pas à refuser d'obtempérer, au contraire.

À l'instar de François, un Dieppois équipé d'une trottinette électrique, la **coopération** est **sans faille**.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Il concède d'ailleurs, qu'il utilisera le **gilet réfléchissant** « dès que possible » mais il espère tout de même, « que tout le monde va jouer le jeu ».

Attendons désormais les chiffres de 2026 pour en connaître la réponse.

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## Violences sexuelles présumées à Sotteville : l'agent mis en cause avait travaillé dans six structures

*Benoît Marin-Curtoud*

6-8 minutes

---

La nouvelle avait fait l'effet d'une bombe auprès des parents : vendredi 12 juin 2026, Sotteville-lès-Rouen révélait qu'elle avait suspendu un agent suite à une suspicion d'agression sexuelle. Son parcours se précise.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Un animateur a été mis en cause dans une affaire de violences sexuelles présumées à l'accueil de loisirs maternel Jardins des petits de Sotteville-lès-Rouen. - Photo illustration Voix du Nord



Par [Benoît Marin-Curtoud](#)

Publié: 15 Juin 2026 à 20h29 Temps de lecture: 1 min

Vendredi 12 juin 2026, la mairie de [Sotteville-lès-Rouen](#) révélait qu'elle avait suspendu un animateur pour une suspicion d'agressions sexuelles à l'accueil de loisirs maternel Jardins des petits et annonçait tenter de retracer son parcours.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

## Réintégré en octobre dernier après un comportement inapproprié

*« Il apparaît que l'animateur a fait l'objet d'un signalement en octobre dernier (2025, NDLR) pour comportement inapproprié, sans caractère sexuel. Une enquête administrative a alors été diligentée sans délais. Vingt personnes ont été entendues. Les conclusions de cette enquête n'ont pas permis de corroborer l'intégralité des faits reprochés et pouvant mener à un licenciement »,* détaillait un communiqué.

On y lit également qu'un signalement a été fait auprès des services Jeunesse et sport de l'État qui ont également reçu l'animateur. *« Sur la base de l'ensemble de ces éléments et après rappels à l'ordre des deux institutions, il a été décidé de réintégrer l'animateur. En mai dernier, une deuxième enquête administrative a été déclenchée. Au lancement de cette deuxième enquête, aucun fait de nature sexuelle n'avait été évoqué. L'enquête est toujours en cours. L'animateur est suspendu d'office depuis le 13 mai 2026. »*

[Paris-Normandie](#) est en mesure de révéler aujourd'hui le parcours de cet homme qui a travaillé dans six accueils de loisirs à Sotteville-lès-Rouen. L'information figure dans un courrier adressé par la municipalité à certains parents, courrier que nous avons pu consulter.

L'homme a exercé des missions à l'accueil de loisirs de Buisson dès 2023, à l'accueil de loisirs Jaurès, à l'accueil de loisirs maternel Jardins des petits (là où la suspicion d'agression sexuelle est apparue), aux accueils périscolaires de l'école Jean-Jaurès (élémentaire et maternelle), à l'école maternelle Franklin et à Ludocité.

## L'enquête pénale pourrait s'alourdir

Il est possible de mettre en regard les dates d'emploi du mis en cause et celle d'octobre 2025 où l'animateur avait été mis en cause une première fois, pour un comportement inapproprié. Il en ressort que cette première « affaire » a pu avoir lieu soit à l'accueil de loisirs maternel Jardins des petits, où le mis en cause a travaillé du 1<sup>er</sup> au 10 octobre 2025, soit dans les accueils périscolaires Jean-Jaurès (aux mêmes dates), soit à Ludocité (toujours aux mêmes dates). Cette première affaire n'avait pas, faute d'éléments probants et malgré l'audition d'une vingtaine de personnes, conclu à une infraction pénale.

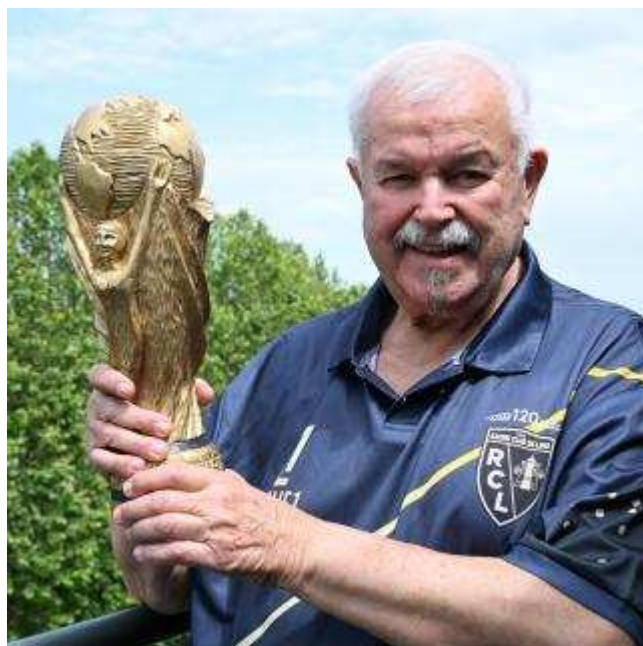
Vu le contexte, il n'est pas interdit de penser que cette enquête qui était à l'époque administrative pourrait basculer dans le volet pénal et que les policiers en charge de l'enquête sur la suspicion d'agression sexuelle vont chercher à entendre des témoins, voire des victimes, dans tous les établissements où le salarié – qui a fait l'objet d'un dépôt de plainte – a travaillé.

En parallèle, la municipalité annonce la mise en place en cours d'une cellule d'écoute psychologique. Les parents inquiets peuvent toujours solliciter des informations via une adresse mail dédiée :

[ecoute@sotteville-lès-rouen.fr](mailto:ecoute@sotteville-lès-rouen.fr).

*« Il nous semble important d'informer en toute transparence les familles. Nous apporterons des réponses précises aux craintes des parents, plus que compréhensibles dans le contexte actuel, sans pour autant perturber la procédure judiciaire »,* avait expliqué Laurence Renou, première adjointe en charge de l'Éducation, l'enfance et la jeunesse.

Lire aussi



[De Moscou à Séoul, ce supporter normand des Bleus a vécu sept Coupes du monde de football](#)

## Un homme placé en détention provisoire après avoir poignardé la femme qui l'hébergeait à Forges-les-Eaux

Ouest-France

4-5 minutes

---

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Un homme ayant porté des coups de couteau et blessant grièvement la femme qui l'hébergeait à Forges-les-Eaux (Seine-Maritime), samedi 6 juin 2026, a été déféré au parquet de Dieppe, avant d'être placé en détention provisoire.



Samedi 6 juin 2026, un homme alcoolisé a poignardé une femme qui le logeait, à Forges-les-Eaux (Seine-Maritime). Il a été déféré au parquet de Dieppe avant d'être placé en détention provisoire. | GUILLAUME SALIGOT / OUEST-FRANCE

Publié le 15/06/2026 à 15h24

Samedi 6 juin 2026, un homme, «alcoolisé», selon Marion Meunier, procureure de la République de Dieppe (Seine-Maritime) a, à l'aide d'un couteau, poignardé une femme au niveau des jambes et d'un bras.

**Lire aussi :** [« La violence n'a sa place nulle part en démocratie » : il menace de mort le maire de Rouen, il est condamné à une amende](#)

### « Une relation amicale »

L'enquête a révélé que la victime hébergeait l'auteur présumé des coups de couteau et que tous deux avaient noué «une relation amicale».

**Lire aussi :** [En Normandie, il balance du whisky dans les yeux d'un policier et tente de fuir lors d'une arrestation mouvementée](#)

Selon la procureure de la République, l'homme a été «déféré en audience de comparution immédiate». L'affaire ayant fait l'objet d'un renvoi, l'homme a été «maintenu en détention provisoire».

## Trois blessés dans un violent incendie dans le quartier Saint-François du Havre

*Yves Asernal*

1-2 minutes

---

Un appartement du quartier Saint-François a été ravagé par les flammes dans la nuit du lundi 15 juin 2026. Trois personnes ont été brûlées et transportées à l'hôpital.

Un violent incendie s'est déclaré lundi soir dans le quartier Saint-François du Havre. Il était 22h39 quand les sapeurs-pompiers ont été appelés sur les lieux.

Le feu avait éclaté dans un appartement situé au premier étage d'un immeuble rue Dauphine. Les flammes menaçaient de se propager aux combles et aux logements voisins mais l'intervention rapide des secours a permis d'éviter le scénario du pire. Deux lances à incendie ont circonscrit le sinistre.

Trois personnes ont été blessées. Une femme de 51 ans brûlée par les flammes a été transportée en urgence relative par le SMUR. Un homme de 53 ans et un enfant de 13 ans plus légèrement atteints, ont également été pris en charge et conduit au centre hospitalier Monod.

Les habitants de l'appartement seront relogés par la mairie. L'origine du feu n'est pas encore déterminée.

## L'alcool fait des ravages sur la route au Havre : deux automobilistes ivres se font surprendre par la police

Yann Rivallan

3-4 minutes

---

Entre vendredi 12 et samedi 13 juin, les policiers du Havre ont interpellé deux conducteurs ivres qui avaient commis des infractions routières, sous les yeux des forces de l'ordre.

Sur le même thème

[Alcool](#)

[Permis de conduire](#)

[Police](#)



Entre vendredi 12 et samedi 13 juin 2026, deux automobilistes ont été surpris par la police alors qu'ils étaient ivres. (©Adobe Stock/Illustration)

Par [Yann Rivallan](#) Publié le 15 juin 2026 à 18h40

**Alcool** et voiture ne font jamais bon ménage. Deux automobilistes l'ont appris à leurs dépens au [Havre](#), entre le vendredi 12 et le samedi 13 juin 2026. Surpris par [la police](#), ils ont pris des risques inconsidérés et, à chaque fois, commis **des infractions** au code de la route.

### Un jeune conducteur ivre

Le premier mis en cause est un **jeune homme de 18 ans**. Dans la nuit de vendredi à samedi, il a commis « plusieurs graves infractions routières rue Socrate », selon une source policière. Entre autres : il a **grillé un feu rouge** sous les yeux des policiers.

Poursuivi par une unité de la brigade anticriminalité, il s'est arrêté brusquement rue Armand-Hiaux. Deux de ses passagers ont pris la fuite en courant, mais le jeune conducteur est resté sur place.

Lors de son contrôle, les policiers retrouvent « plusieurs **bouteilles d'alcool vides** dans l'habitacle », précise notre source. Et le jeune homme présente tous les signes de l'ivresse. « Particulièrement virulent au moment du contrôle », selon nos informations, il est finalement menotté et placé en garde à vue.

Avec un taux de **1,84 g d'alcool** dans le sang, son permis (encore probatoire) est logiquement suspendu. Et sa voiture est conduite en fourrière.

## **Il tombe nez à nez avec la police**

Peu après 6 heures du matin, samedi 13 juin, un conducteur de 45 ans est tombé nez à nez avec la police. Au niveau de l'avenue Jean-Jaurès, dans une portion à sens unique à cause de travaux, il **circulait « à contresens »**, d'après notre source.

Sauf que la patrouille de police qui arrivait juste en face l'a forcé à faire une marche arrière avant de le contrôler.

Et là, le constat est sans appel : manifestement ivre, le conducteur reconnaît d'emblée avoir consommé **un verre de whisky** avant de prendre le volant. Il affichera un taux de 1,28 g d'alcool dans le sang.

Suffisamment pour justifier une rétention de son permis de conduire et pour placer sa voiture en fourrière.

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## Gendarmerie de Fécamp. Entre analyse et émotion, le commandant Ludovic Dantec s'apprête à passer le relais

*Matthias Chaventré*

6-7 minutes

---

Après trois années passées à la tête de la compagnie de gendarmerie de Fécamp, Ludovic Dantec s'apprête à rejoindre l'École de guerre. L'occasion pour le commandant de dresser le bilan d'une expérience qu'il dit marquante.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





À quelques jours du départ, vendredi 12 juin 2026 au soir, Ludovic Dantec a commencé les au revoir, mêlant hommages, bilan, et parfois humour. - Matthias Chaventré/Paris Normandie



Par [Matthias Chaventré](#)

Publié: 15 Juin 2026 à 18h09 Temps de lecture: 2 min

En venant à Fécamp il y a trois ans, Ludovic Dantec renouait avec le terrain, en tant que commandant de la compagnie de gendarmerie. *« J'ai découvert des gens qui m'étaient totalement étrangers et qui sont devenus des camarades, des compagnons sincères, et pour certains des amis. »* Aussi, *« j'ai découvert une population à protéger »*, s'exprime-t-il, devant de nombreux invités, au musée Les Pêcheries à Fécamp, vendredi 12 juin 2026 au soir.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Ludovic Dantec venait alors de la [Direction générale de la gendarmerie nationale \(DGGN\)](#). Au sein de la sous-direction de la police judiciaire. Après être passé par la brigade de recherches de Limoges. Cette fois, avec son épouse et leurs deux enfants, il s'apprête à refaire ses valises. Direction l'École de guerre, à Paris. Il lui reste quelques jours de travail à effectuer sur le territoire de la compagnie.

## Stupéfiants, atteintes aux personnes

D'ores et déjà, ses supérieurs ont pu souligner la réalisation d'un *« travail conséquent, exigeant »*. Entre *« des compétences et une implication pleine et entière »*. Notamment dans la lutte contre la délinquance : les atteintes aux personnes, mais aussi aux biens. *« Et sur des problématiques qui constituent effectivement un fléau majeur pour notre société, à savoir les stupéfiants. »* Récemment encore, [la gendarmerie communiquait sur la mise à mal de trois réseaux de drogues](#), entre Fécamp et Saint-Valery-en-Caux.

## Des réussites et des échecs qui permettent d'avancer

*« Nous avons connu des échecs qui nous ont permis de progresser et de si nombreux succès »*, formule – [non sans rappeler un adage bien connu](#) – Ludovic Dantec au moment de saluer les autres gendarmes de tout un territoire. Concernant les réussites, il les renvoie à un travail collectif

effectué. Et d'ajouter quelques instants plus tard : « *J'ai fait beaucoup de choses dont je suis fier ; d'autres que je regrette et qui, j'espère, me feront grandir.* »

« Moi, je ne suis qu'un homme qui passe ici. La compagnie et les enjeux restent. »

**Ludovic Dantec**, Commandant de compagnie de Fécamp

Quand on est commandant de compagnie, il convient « *de motiver, valoriser, de commander des hommes tels qu'ils sont, et surtout pas comme on voudrait qu'ils soient* ». Le seul défaut à craindre « *est la certitude qui, pour moi, élimine nécessairement du progrès, de l'unité, de la tolérance – la liste est longue* ». Au final, tous partagent « *l'engagement et l'altruisme* ». Des mots prononcés avec son successeur au premier rang. « *Commandant de compagnie, c'est aussi un métier difficile à quitter, car j'aime ce que je fais et les gens avec qui j'ai partagé cette expérience humaine et professionnelle* », conclut Ludovic Dantec. Mais « *moi, je ne suis qu'un homme qui passe ici. La compagnie et les enjeux restent.* »

Lire aussi



[Fécamp. Au fil de l'été, les créateurs et producteurs locaux donnent rendez-vous sur l'avenue Gambetta](#)



## Près de Dieppe, les associations ne lâchent rien contre la liaison électrique « Aquind »

*Sylvie Macquet*

5-7 minutes

---

Malgré un recours en justice engagé par Aquind, les opposants à la liaison électrique entre la France et le Royaume-Uni demeurent mobilisés et renforcent leur coopération avec leurs homologues britanniques.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Les présidents et le vice-président devant la maquette de la station de conversion de Barnabos de 3500 m2 et 22 m de haut (Photo PN)



*Par Sylvie Macquet*

Publié: 15 Juin 2026 à 12h01 Temps de lecture: 1 min

Malgré un revers majeur subi par [Aquind](#) à l'automne dernier, les opposants au projet d'interconnexion électrique entre la France et le Royaume-Uni restent sur leurs gardes. Face au renouvellement des conseils municipaux lors des dernières élections, les deux associations, Non à Aquind et Aquind la Voix des élus, ont jugé nécessaire d'informer les nouveaux élus et de rappeler que le combat est loin d'être terminé.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le projet Aquind prévoit une liaison électrique sous-marine et souterraine entre Portsmouth et le poste électrique de Pourville-sur-Mer, à Hautot-sur-Mer. Le tracé traverserait ensuite 18 communes seinomarines jusqu'au poste de conversion prévu à Varneville-Bretteville. *"Il faut continuer à informer, rester vigilants et déterminés, a insisté Donald Brument, président de Non à Aquind. Car, malgré le refus du préfet, en octobre dernier, d'autoriser Aquind à utiliser le domaine public maritime et du littoral, le dossier n'est pas clos."*

L'entreprise a depuis engagé une procédure devant le tribunal administratif. *"Cela pourrait durer au minimum quinze mois, estime Yoann Collin, président d'Aquind, la Voix des élus. Nous sommes confiants et espérons que la justice administrative confirmera la position de l'État."* Les responsables associatifs rappellent également qu'en cas de décision défavorable, Aquind disposerait encore de possibilités de recours devant le Conseil d'État. Pour Donald Brument, la mobilisation devra de toute façon se poursuivre jusqu'au retrait définitif du projet.

## **Let's Stop Aquind**

La lutte s'organise aussi au-delà des frontières. En novembre 2025, une délégation d'élus français et de représentants associatifs s'est rendue à Portsmouth pour rencontrer élus locaux, parlementaires et membres de l'association britannique Let's Stop Aquind. Cette visite a permis de

renforcer les liens entre les opposants des deux côtés de la Manche et de constater que les inquiétudes concernant les impacts environnementaux, paysagers et économiques du projet sont largement partagées.

Parmi les actions envisagées figurent de nouvelles réunions en visioconférence avec les Britanniques afin d'encourager une mobilisation accrue outre-Manche. Les associations souhaitent également accueillir leurs homologues anglais en France pour leur faire découvrir le tracé concerné. Les deux associations prévoient, par ailleurs, de continuer à informer élus et habitants en organisant plusieurs réunions chaque année. Un travail de vigilance qu'elles jugent indispensable tant que le retrait du projet n'est pas acté.

Lire aussi



[Près de Dieppe, Mickael Leconte, spécialiste des Ironman, relève trois défis avant de raccrocher](#)



## Une opération « de grande envergure » : des embarcations de fortune assistées au large de Dieppe

*Mathieu Te Morsche*

~3 minutes

---

Dimanche 14 juin 2026, les sauveteurs en mer de Dieppe (Seine-Maritime) sont intervenus auprès de plusieurs embarcations de fortune. Trois victimes ont été prises en charge.

Sur le même thème

[Manche \(mer\)](#)

[Migrants](#)

[SNSM](#)



Trois embarcations de fortune avec une vingtaine de personnes chacune ont pris la mer au large de Dieppe (Seine-Maritime), dimanche 14 juin 2026. ©SNSM Dieppe

Par [Mathieu Te Morsche](#) Publié le 15 juin 2026 à 11h55

C'est une situation « de grande envergure » à laquelle ont fait face les sauveteurs de la [SNSM](#), la société nationale de sauvetage en mer, de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) dimanche 14 juin 2026.

Ce matin-là, trois « **embarcations précaires** » ont pris la mer au départ de plusieurs plages de la région. Chaque bateau de fortune accueillait

une **vingtaine** de personnes. Un quatrième n'a pas pu partir et a été arrêté par les forces de l'ordre.

## Des départs simultanés

Du fait du **départ simultané** des embarcations, la SNSM a dû séparer son canot de sauvetage et son semi-rigide pour mieux étendre sa surveillance.

« Les [sapeurs-pompiers](#) de Dieppe sont venus compléter le dispositif d'une part avec leur unité de sauvetage aquatique qui a pu renforcer le dispositif de surveillance et d'autre part avec des unités de secourisme à terre », précise la SNSM.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Au total, les sauveteurs ont pris en charge **trois victimes** : une l'a été par le semi-rigide de la SNSM, et deux autres par le canot tout temps.

Ces personnes ont été prises en charge à terre par les sapeurs-pompiers. D'autres navires ont assisté la SNSM dans sa mission de surveillance.

La SNSM salue « une mission de **grande coordination** qui a mis en pratique tout [ses] entraînements mensuels ainsi que [ses] partenariats avec les pompiers et les autres entités ».

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## « La situation est urgente » : le bâtonnier de Rouen dénonce la violence au centre de rétention à Oissel

*Robin Rioult*

5-7 minutes

Depuis le 15 juin 2026, le tribunal administratif de Rouen examine une demande de fermeture du centre de rétention administrative d'Oissel. Le bâtonnier de Rouen, Franck Langlois, n'a pas hésité à témoigner à la barre pour dénoncer la situation sur place.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Maître Franck Langlois, bâtonnier, (à droite) au côté de maître Anaëlle Languil, avocate des demandeurs, (à gauche) à la sortie de l'audience. - PND



*Par Robin Rioult*

Publié: 15 Juin 2026 à 19h21 Temps de lecture: 2 min

Il y avait foule au tribunal administratif de Rouen, ce lundi 15 juin 2026. La raison de cette agitation soudaine ? Une audience exceptionnelle. En effet, l'Association de défense des étrangers, le syndicat des avocats et l'Ordre des avocats de Rouen demandent au tribunal de fermer en urgence le centre de rétention administrative (CRA) d'[Oissel](#) ou, à défaut, de réduire de moitié sa capacité d'accueil

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

(Je peux aller où je veux et interroger qui je veux, et c'est ce que j'ai fait.

**Franck Langlois**, Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Rouen

Le bâtonnier, Franck Langlois, est venu témoigner au nom des avocats du barreau de Rouen. Et le moins qu'on puisse dire, ce qu'il n'est pas d'accord avec [ce qu'avance la direction du CRA](#).

En tant que bâtonnier, Franck Langlois peut visiter sans demande préalable les lieux de privations de liberté. « *Je peux aller où je veux et interroger qui je veux, et c'est ce que j'ai fait* », souligne l'avocat. Ce qu'il aurait vu sur place contredirait frontalement le discours de l'administration.

**« Dans ce contexte, les violences sont inévitables »**

*« On espère la fermeture temporaire du CRA d'Oissel, assure-t-il. C'est un bâtiment qui n'a jamais été pensé pour être un CRA. Contrairement à tous les CRA de France, les espaces communs sont les mêmes pour la quarantaine de retenus masculins. C'est une grande pièce, partagée par tous. Tout le monde est logé à la même enseigne. »*

Une situation que le bâtonnier juge intenable. « *Certains retenus ont des profils tout à fait normaux, mais d'autres sortent de prisons. Certains ont*

*des problèmes psychiatriques ! Dans ce contexte, les violences sont inévitables et [l'État ne met pas les moyens nécessaires](#). »*

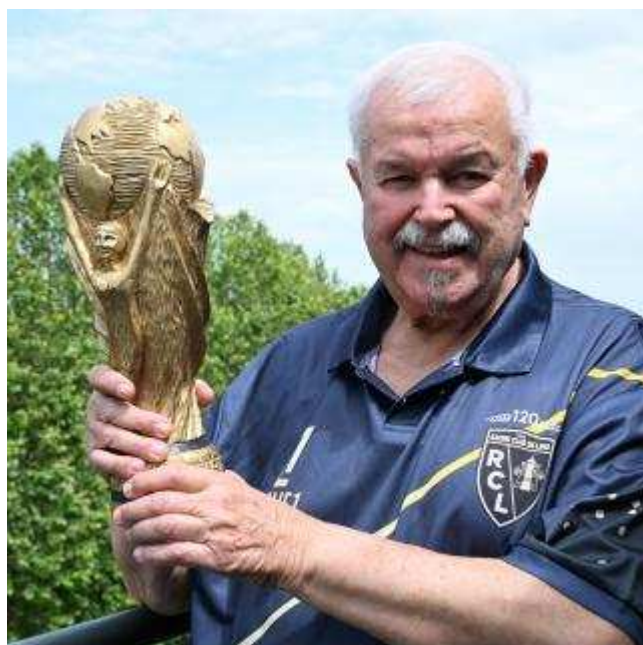
Le bâtonnier assure également que les discours tenus par les policiers sur place n'ont rien à voir avec ceux de l'administration. La plupart parleraient librement d'un sous-effectif criant, qui les empêche d'intervenir efficacement lors des épisodes de violences.

La situation est urgente, il faut mettre fin à la violence endémique au sein du CRA !

**Franck Langlois**, Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Rouen

*« La préfecture est venue avec les chiffres officiels des effectifs, mais la réalité du terrain n'a rien à voir avec ce qui est avancé, assure le bâtonnier, convaincu. La situation est urgente, il faut mettre fin à la violence endémique au sein du CRA ! »*

Lire aussi



[De Moscou à Séoul, ce supporter normand des Bleus a vécu sept Coupes du monde de football](#)



## « Une violence endémique » : le tribunal fermera-t-il le centre de rétention des étrangers à Oissel ?

*Robin Rioult*

9–11 minutes

---

Face à une violence jugée « endémique », plusieurs parties, dont l'Ordre des avocats de Rouen, réclament à la justice la fermeture temporaire du centre de rétention de Oissel. Au début du mois, France terre d'asile a quitté les lieux, jugeant ses employés en danger.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Avocats et spectateurs sortent du tribunal administratif après l'audience de 14 h, ce lundi 15 juin 2026. - PND



*Par Robin Rioult*

Publié: 15 Juin 2026 à 18h42 Temps de lecture: 2 min

Il y avait foule au tribunal administratif de Rouen, ce lundi 15 juin 2026. Malgré le rajout de chaises en dernières minutes, certains spectateurs ont dû se résoudre à rester assis. Signe d'une fréquentation au beau fixe, le semi-silence habituel a laissé place à un brouhaha en attendant l'arrivée des trois présidents. « *Pour une fois, il fait chaud dans cette salle* », s'amuse une jeune stagiaire.

La raison de cette agitation soudaine ? Une audience exceptionnelle. En effet, l'Association de défense des étrangers, le syndicat des avocats et l'Ordre des avocats de Rouen demandent au tribunal de fermer en urgence le centre de rétention administrative (CRA) d'[Oissel](#) ou, à défaut, de réduire de moitié sa capacité d'accueil. « *C'est une procédure extrêmement rare* », confirme Franck Langlois, le bâtonnier des avocats de Rouen.

## Une « violence endémique » au CRA ?

Pour rappel, les CRA sont utilisés pour retenir les étrangers présents sur le territoire sans autorisation et préparer leur retour au pays. Mais, selon les demandeurs, la situation au CRA d'Oissel n'a plus rien de normal.

Les demandeurs, rapport du [Contrôleur général des prisons](#) à la main, dénoncent une situation de « *violence endémique* » dans le quartier masculin du centre de rétention. « *Il y a un sentiment d'insécurité généralisé* », dénonce maîtresse Anaëlle Languil, qui évoque « *du racket, des violences et des menaces* » quotidiennes. Elle déplore également le sous-effectif policier sur place, un problème qu'elle juge structurel.





La situation du CRA de Oissel est préoccupante selon le Contrôleur général des lieux de privation de liberté. - Photo d'archive de Stéphanie Péron-Clément

France terre d'asile (FTA), une association qui aide les personnes retenues, a d'ailleurs décidé d'exercer son droit de retrait au début du mois, arguant que ses employés n'étaient plus en sécurité. Légalement, sa présence est pourtant obligatoire dans les CRA. Elle ne retrouvera ses bureaux que deux heures par jour, à partir du 15 juin 2026. *« Il n'y a plus de possibilité de recours effectif devant les tribunaux par les personnes retenues »*, argumente l'avocate.

### **Pour l'administration, la situation est stable**

La préfecture et la direction, de leur côté, ne sont pas d'accord. Elles reviennent sur les contres mesures mises en place, assurent que les détenus qui ont menacé de mort le personnel de FTA sont connus. La situation ne serait pas si différente de celle en 2025. *« L'accès au droit par les retenus a été maintenu, les permanences téléphoniques mises en place ont été efficaces, argumentent-elles. Le fait que FTA ait pu contacter ces derniers les retenus entre le 2 et le 15 juin 2026 le prouvent. »*

Selon la défense, malgré 50 incidents en 2025 et une vingtaine en 2026, la situation sécuritaire est sous contrôle. En moyenne, près de 600 retenus masculins passent par Oissel à l'année. Au total, le CRA emploie 102 personnes et pourrait compter sur des renforts policiers en cas d'urgence, comme une mutinerie. Pour la zone de rétention masculine, le rapport de force serait de 1,3 policier pour une personne retenue. *« Un effectif minimal de 60 % est imposé par les textes »*, rappelle la direction.

Le tribunal se laisse la journée pour examiner les arguments de chacun. Le délibéré est fixé au 16 juin 2026.

Lire aussi



## À côté de Lubrizol, l'aire des gens du voyage ferme enfin après des années de polémique

Manon Loubet

3-4 minutes

---

La situation de l'aire des gens du voyage du Petit-Quevilly, située juste à côté de l'usine Seveso Lubrizol avait alertée après la catastrophe industrielle. Ce 26 septembre 2019, alors qu'un important accident se produisait sur le site industriel, personne n'avait été évacué de cette aire. Elle a été définitivement fermée en avril 2026.

La centaine d'habitants de l'aire des gens du voyage du Petit-Quevilly avait eu peur de mourir le 26 septembre 2019, quand leur voisine, l'usine Seveso Lubrizol, partait en fumée. *"Tout le monde était terrifié, on voyait des flammes, nous expliquait une femme. On aurait attendu qu'on vienne et qu'on nous dise vous partez tous d'ici."*

Une femme de la communauté des gens du voyage se souvient : *"on s'est aperçu sur le schéma directeur (NDLR de l'accueil des gens du voyage) que le terrain aurait dû être délocalisé [après la pollution de 2013 de Lubrizol](#)."*

Le 1<sup>er</sup> octobre 2019, une tribune avait été publiée dans le journal [Libération](#) par les soutiens de ces habitants. Une plainte contre X a été déposée le 2 octobre 2019 pour *"mise en danger de la vie d'autrui"*, et *"omission de porter secours"*. Dans un courrier adressé le 7 octobre 2019 à la Métropole Rouen Normandie, ces habitants demandaient de *"s'éloigner le plus vite possible de cet emplacement"*.

*"Les occupants de l'aire d'accueil de Rouen- Petit-Quevilly ont à plusieurs reprises émis le souhait de la quitter, notamment du à sa situation géographique (installée en zone industrielle, site SEVESO) et à sa vétusté (aire de voyage de première génération construite en 1997) mise en lumière par le Schéma départemental de l'habitat et d'accueil des gens du voyage qui a préconisé sa fermeture. La Métropole a toujours considéré que cette aire d'accueil n'était pas digne et devait être fermée",* indique la Métropole Rouen Normandie à France 3.

Mais la phase de concertation avec les familles pour leurs conditions de

relogement a pris beaucoup de temps. Finalement, huit familles sur 17 de l'aire de Rouen-Petit-Quevilly ont rejoint fin mars 2026 des terrains familiaux locatifs nouvellement construits à côté du Zénith (Petit-Couronne).

*"Ils sont accompagnés vers la sédentarisation par le partenaire en charge de la Maîtrise d'œuvre urbaine sociale (organisme SOLIHA)", précise la Métropole.*

Les gens du voyage qui souhaitaient rester sur l'aire l'ont finalement quittée début avril, laissant le terrain libre.

La Métropole a fermé l'aire suite à leur départ et sécurisé le site depuis afin d'éviter un stationnement illégal qui pourrait être dangereux.

Le terrain appartient à Haropa Port qui souhaite que celui-ci lui soit restitué. Plusieurs interventions techniques de remise en état vont être réalisées par la Métropole avant restitution.

## « Tout le monde doit se bouger » : après la mort de Lyhanna, de nouveaux rassemblements ce lundi au Havre et à Rouen

Eloïse Aubé

3-4 minutes

Ce lundi 15 juin 2026, un nouvel appel à rassemblement a été lancé à l'échelle nationale à la suite du décès de Lyhanna. Au Havre et à Rouen, des rassemblements sont prévus.

Sur le même thème

[Affaire Lyhanna](#)

[Enfants](#)

[Tribunal du Havre](#)



Lundi 8 juin 2026, des centaines de personnes s'étaient rassemblées devant le palais de justice du Havre en hommage à la petite Lyhanna (©DR/76actu)

Par [Eloïse Aubé](#) Publié le 15 juin 2026 à 16h58

La colère ne diminue pas. Au contraire. Après le rassemblement lundi 8 juin 2026 à la suite de **la mort de la petite Lyhanna**, un autre rendez-vous est fixé ce lundi 15 juin à 19 heures devant tous les palais de justice de France, dont ceux du [Havre](#) et de [Rouen](#).

Plusieurs collectifs et associations ont déjà annoncé leur présence. Tous ont un objectif commun : faire bouger les lignes pour protéger les enfants, via la [loi intégrale](#).

### « Se bouger même quand on n'est pas victime »

Parmi les présents, on recense le *collectif enfantiste*<sup>76</sup> qui appelle au rassemblement devant le palais de justice rue aux Juifs à Rouen. Et de rappeler que : « Nous nous battons aujourd'hui pour les enfants qui n'ont pas été entendus, ceux dont la parole a été niée, balayée, ignorée. Pour que jamais plus un enfant **ne se retrouve seul face à l'indicible**. »

Au Havre, des collectifs seront présents sur les marches du palais de justice. L'association **Reprenvis** (réseau de prévention Normandie des violences sexuelles) sera représentée par quelques membres. Martine Erard, présidente de l'association, martèle à *76actu* qu'il est important de maintenir la pression par rapport aux politiques, mais pas seulement :

Il faut aussi le faire par rapport aux gens. Nous n'avons pas le pouvoir [à titre individuel] de faire accélérer la loi mais nous avons un vrai pouvoir sur la mentalité. Il faut se bouger même quand on n'est pas victime.

Et d'ajouter : « Il faut que les professionnels se forment, que les familles se forment [...] tout le monde doit se bouger à son niveau. »

### Que prévoit cette loi intégrale

Portée par la coalition gouvernementale et plusieurs associations féministes, cette loi dite intégrale vise à acter une politique générale au sujet des violences faites aux femmes et aux enfants, afin de lutter contre les violences sexuelles. Près de 80 articles figurent dans ce texte et couvrent la justice, la police, la santé mais aussi l'éducation et le travail. Parmi les mesures phares, on retrouve la création d'unités de police spécialisées, un entretien annuel et individuel pour les enfants afin de détecter d'éventuelles violences.

Suivez l'actualité de Rouen et du Havre sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

## Maltraitance animale : près de Rouen, des militants de L214 ont manifesté contre l'enseigne E.Leclerc

Rédaction Elbeuf

4-5 minutes

Une manifestation des militants de L214 a eu lieu samedi 13 juin devant le Cirque-Théâtre d'Elbeuf, où un concours sponsorisé par la marque E.Leclerc se tenait. Explications.

Sur le même thème

[Animaux](#)

[Maltraitance animale](#)

[Manifestations](#)

Article réservé aux abonnés



Les militants de l'association L214 ont manifesté devant le Cirque-Théâtre d'Elbeuf (Seine-Maritime) en marge d'un événement sponsorisé par l'enseigne E.Leclerc. ©Le Journal d'Elbeuf

Par [Rédaction Elbeuf](#) Publié le 15 juin 2026 à 17h54

Au Cirque-Théâtre d'[Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#), samedi 13 juin 2026, se tenait le concours national Hip-Hop Talents, sponsorisé par la chaîne de magasins **E.Leclerc**. Dehors, quelques bénévoles de l'**association L214**, connue pour son engagement en faveur du bien-être des **animaux**

d'élevage, étaient également présents pour faire entendre leur **mécontentement**. Mais quel était donc le lien entre ces deux évènements ?

## Dénoncer les pratiques d'élevage industriel

« Nous estimons que l'organisation de ce type d'événements vise à **améliorer l'image** de l'enseigne, entame Camille Dufour, bénévole en charge de la communication pour l'association L214. Nous souhaitons donc aussi montrer une autre facette : celle d'une chaîne de magasins qui, par sa politique d'achat, cautionne, selon nous, **certaines pratiques** des éleveurs auprès desquels elle s'approvisionne. »

Les visiteurs se rendant au concours, aux animations de Quartier d'été sur le champ de foire voisin, ou tous les autres passants étaient donc invités à échanger avec les six bénévoles de L214, ainsi qu'à signer leur **pétition** (à retrouver sur le site [www.l214.com](http://www.l214.com)).

Celle-ci vise à faire abolir certaines pratiques observées dans un certain nombre **d'élevages industriels** : meulage des dents et amputation de la queue chez les porcelets, truies en cage, hangars sur caillebotis qui, selon eux, font vivre les animaux dans leurs excréments et les blessent aux pattes lorsqu'ils s'y coincent les membres.

( Nous essayons de privilégier l'échange avec l'enseigne, mais celle-ci se montre peu réceptive.

La bénévole poursuit : « selon E.Leclerc, nos **revendications** seraient trop complexes à mettre en œuvre. Pourtant, d'autres y parviennent ! Ils affirment s'engager, mais nous avons réalisé une dizaine **d'enquêtes** qui prouvent que rien n'a changé. »

## Une action qui n'a pas fait l'unanimité

Alors, devant le Cirque-Théâtre ce jour-là, les membres de L214 tenaient à faire passer leur message, résumé sur une **banderole** : « *Ils montent le son pour couvrir leurs cris* ». Un choix qui n'a pas toujours été compris par le public venu assister au concours Hip-Hop Talents.

( J'ai pris leur tract par politesse, mais franchement, ce n'est pas le moment. On n'est pas venu pour ça. Maintenant, ma fille pose des questions, alors qu'elle était venue passer un bon moment.

Même réaction chez Virginie, une autre spectatrice. « Je respecte leurs idées, d'autant que je suis **végétarienne**, mais je ne pense pas que ce soit l'endroit idéal, surtout que le concours est organisé par la filiale culturelle de l'enseigne, et non par le service achat, ce qui n'aurait d'ailleurs aucun sens », raisonne-t-elle.

À noter que des actions de ce type sont régulièrement organisées par

L214 devant les magasins de grande distribution.

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu.](#)*

## Une chaîne de solidarité s'est formée après le vol du camion frigorifique de ces Restos du coeur de Seine-Maritime

Rédaction Neufchâtel-en-Bray

3-4 minutes

Après le vol de leur camion en novembre 2024, les Restos du coeur de Neufchâtel-en-Bray ont pu compter sur la générosité afin de récolter une somme suffisante pour en racheter un.

Sur le même thème

[Pays de Bray](#)

[Restos du Coeur](#)



Un nouveau camion pour les Restos du coeur de Neufchâtel. ©Le Réveil

Par [Rédaction Neufchâtel-en-Bray](#) Publié le 16 juin 2026 à 6h08

En ce **début juin 2026**, qui marque les 40 ans à peu de jours près de la **mort de Coluche**, était officiellement inauguré le nouveau camion frigorifique des Restos du coeur de [Neufchâtel-en-Bray](#) (**Seine-maritime**), en présence de l'administrateur délégué – en attendant la nomination d'un nouveau président – des [Restos du coeur](#) de Seine-Maritime mais également de tous les responsables des centres rattachés à Neufchâtel : Londinières, Gournay-en-Bray, Gaillefontaine, Eu, Envermeu et Buchy.

## Plusieurs actions pour l'achat du camion

Un **camion frigorifique** est incontournable pour effectuer les ramasses et depuis le vol de leur dernier camion, la location d'un tel véhicule coûtait très cher. Son absence se faisait durement ressentir et c'est grâce à une chaîne de solidarité que le centre de Neufchâtel a pu l'acquérir.

Une cagnotte en ligne a été ouverte. La société locale de la Caisse d'Epargne développe le mécénat à destination de projets, comme l'ont rappelé lors de l'inauguration M. Debruyne, administrateur et Mme Lasnel, chargée de clientèle pro. Ils ont remis un chèque d'un montant de 6 000 euros.

Les élèves de seconde SAPAT (Services aux personnes et aux territoires), leurs professeurs et le proviseur du lycée du [Pays de Bray](#) ont également mené des actions et récolté 1 100 euros. Deux élèves de cette formation sont actuellement en stage aux Restos de Neufchâtel.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Christophe, animateur de lotos, s'est aussi mobilisé pour offrir sa prestation lors de deux animations. Et la **communauté de commune Bray Eawy** a fait un don de 2 000 euros.

## L'importance des bénévoles

Comme l'a rappelé **Sylvette Vieuxbled**, responsable du centre de Neufchâtel, les Restos du coeur, ce sont surtout des bénévoles : des chauffeurs pour conduire les camions, des porteurs pour déplacer les caisses mais aussi toutes ces petites mains pour le tri, le rangement et la distribution des produits. Alors « on compte sur vous ».

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## « On nous demande plus d'insertion, mais cela a un coût » : à Bolbec, l'Esat face au défi de l'insertion en

*Coline Poirer-Mellier*

6-8 minutes

---

La députée Marie-Agnès Poussier-Winsback a interrogé, lundi 15 juin 2026, les responsables de l'Esat de Bolbec sur leurs besoins. La réponse illustre la métamorphose de ces établissements tournés vers l'insertion professionnelle.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





La députée Marie-Agnès Poussier-Winsback a visité l'Esat de Bolbec ce lundi 15 juin 2026. - Paris Normandie



*Par Coline Poirer-Mellier*

Publié: 15 Juin 2026 à 19h10 Temps de lecture: 1 min

Derrière les ateliers de blanchisserie, de menuiserie ou de conditionnement, l'Esat (Etablissement et service d'aide par le travail) de l'Institution médico-sociale de Bolbec accompagne une centaine de travailleurs en situation de handicap. Faut-il créer davantage de places au sein de l'établissement ? La question a été posée par la députée Marie-Agnès Poussier-Winsback lors de sa visite, ce lundi 15 juin 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

*« Il y a dix ou quinze ans, nous avons beaucoup de demandes de places supplémentaires. Aujourd'hui, on entend moins cette demande », observe l'élue.*

## **Faire vivre les parcours**

Depuis plusieurs années, l'État encourage les Esat à multiplier les passerelles vers le milieu ordinaire. Stages, mises à disposition, CDD ou formations doivent permettre aux travailleurs de construire un parcours professionnel et, lorsque cela est possible, d'accéder à un emploi classique.



Les équipes de l'ESAT de Bolbec ont présenté leurs défis à la députée. -

Paris Normandie

« *Notre travail, c'est de faire vivre les parcours* », résume Anne Cabaret, directrice par intérim de l'IMS de Bolbec (après le [départ à la retraite de Thierry Danos](#)). Une évolution saluée par les équipes, mais qui s'accompagne d'un paradoxe.

Lorsqu'un travailleur décroche un stage ou un contrat dans une entreprise, c'est une réussite. Mais pendant ce temps, il n'est plus dans les ateliers de l'ESAT. Or l'établissement vit en partie grâce aux activités qu'il réalise pour ses clients : blanchisserie, couture, conditionnement, menuiserie ou encore prestations de services. Une partie de ces recettes provient notamment de la [boutique ouverte en février 2025 dans le centre-ville de Bolbec](#). Les habitants peuvent y faire réaliser des travaux de couture, déposer leur linge au repassage ou acheter des créations confectionnées par les travailleurs de l'ESAT.

L'établissement vit en partie grâce aux activités qu'il réalise pour ses clients.

La structure se félicite du succès rencontré par ce point de vente. « *La boutique fonctionne très bien* », souligne la direction. Au-delà de la vitrine offerte au savoir-faire des travailleurs, elle constitue aussi une source de revenus complémentaire pour l'établissement et participe à l'équilibre économique de ses activités.

« *Mais en effet, quand les personnes sont à l'extérieur, elles ne produisent plus ici* », résume Anne Cabaret. En clair, plus l'Esat remplit sa mission d'insertion, plus il doit absorber une baisse d'activité. Une situation d'autant plus délicate que les travailleurs qui partent vers l'extérieur sont souvent parmi les plus autonomes.

« *On nous demande de travailler les parcours, les formations, les sorties vers le milieu ordinaire. C'est normal. Mais cela a un coût* », rappelle Sandrine Lemaréchal, cheffe du service de l'Esat de Bolbec.

## **Plus que des places, des moyens**

Pour les responsables de l'établissement, le sujet n'est donc plus seulement celui du nombre de places. Le vieillissement des travailleurs, le développement du temps partiel ou encore l'accompagnement des troubles psychiques nécessitent davantage de suivi. « *Aujourd'hui, le sujet est davantage de savoir comment on finance l'accompagnement des parcours* », résume Sandrine Lemaréchal.

D'autant que l'insertion vers le milieu ordinaire ne dépend pas uniquement des Esat. Certaines entreprises restent encore hésitantes à recruter des travailleurs en situation de handicap.

Pour les équipes de Bolbec, l'enjeu est donc double : favoriser l'autonomie sans fragiliser le modèle économique qui permet justement de l'accompagner.

## Près de Dieppe, les gendarmes « bloquent » une embarcation de migrants avec un bébé à bord

*Arnaud Commun*

6-8 minutes

---

Trois bateaux de migrants ont pris la mer le dimanche 14 juin 2026, à l'ouest de Dieppe. Un quatrième a été bloqué par les gendarmes avant sa mise à l'eau. Un bébé devait embarquer. Trois clandestins ont été pris en charge par la SNSM et confiés aux pompiers.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par [Arnaud Commun](#)

Publié: 15 Juin 2026 à 12h56 Temps de lecture: 1 min

Les bénévoles de la station SNSM de Dieppe, la gendarmerie maritime et d'autres acteurs maritimes ont porté assistance à des migrants qui

venaient de prendre la mer, le dimanche 14 juin 2026, à partir de 5h40, au large de Dieppe. Les clandestins, désireux de rejoindre l'Angleterre, se trouvaient dans trois canots pneumatiques.

Ils ont été mis à l'eau à Sotteville-sur-Mer, Sainte-Marguerite-sur-Mer, et Vasterival, lieu-dit situé à la frontière de Varengeville-sur-Mer et Sainte-Marguerite-sur-Mer.



L'une des embarcations, le dimanche 14 juin 2026, devant Varengeville-sur-Mer. - Photo SNSM Dieppe

*« Nos sauveteurs ont fait face à une situation de grande envergure », annonce la SNSM de Dieppe, sur sa page Facebook : « En effet, trois embarcations précaires, chargées d'une vingtaine de personnes chacune, ont pris la mer. Une quatrième a été arrêtée à terre par les forces de l'ordre. »*

## Un couple et son bébé

Les gendarmes ont empêché la mise à l'eau de ce quatrième bateau, à Vasterival. Cinq personnes s'apprêtaient à quitter la plage : il s'agit d'un Syrien, d'un Érythréen et d'un couple de Somaliens avec son bébé. De source proche du dossier, ils ont été conduits à la gendarmerie d'Offranville, où ils ont été placés en retenue administrative, avant d'être remis en liberté avec une OQTF (Obligation de quitter le territoire français).

Ce départ simultané sur plusieurs endroits différents a mis nos capacités de sauvetage à l'épreuve

**Les sauveteurs en mer, SNSM de Dieppe**

[La SNSM](#) de Dieppe souligne que « ce départ simultané sur plusieurs endroits différents a mis nos capacités de sauvetage à l'épreuve. Dès le départ il a fallu dissocier notre canot de sauvetage de notre petit semi-rigide (canot pneumatique, NDLR) pour répartir notre surveillance. Les

sapeurs pompiers de Dieppe sont venus compléter le dispositif, d'une part avec leur unité de sauvetage aquatique qui a pu renforcer le dispositif de surveillance, et d'autre part avec des unités de secourisme à terre. »

### Trois passagers secourus

Les sauveteurs en mer racontent : « Assez rapidement, notre semi-rigide a pris en charge une personne et l'a déposée à terre auprès des pompiers pour une prise en charge. Au fur et à mesure, plusieurs navires d'État sont venus prendre le relais des opérations de surveillance et d'accompagnement, permettant à nos unités de revenir au port en fin de matinée avec deux victimes de plus à bord de notre canot tout temps. »

« Les deux victimes ont pu être prises en charge à leur arrivée à quai par les sapeurs pompiers de Dieppe et les forces de l'ordre. Une mission de grande coordination qui a mis en pratique tous nos entraînements mensuels ainsi que nos partenariats avec les pompiers et les autres entités. »

### Vers les Hauts-de-France

Les trois embarcations à l'eau ont poursuivi leur progression vers les Hauts-de-France, sous la surveillance de navires d'État. [Le mardi 9 juin 2026, au cours d'une conférence de presse coordonnée par la Préfecture de la Seine-Maritime à Sainte-Marguerite-sur-Mer](#), les intervenants ont expliqué la nouvelle stratégie des passeurs : les embarcations longent le littoral jusque les Hauts-de-France, où d'autres clandestins montent à bord avant de tenter la traversée vers l'Angleterre.

Lire aussi



[Près de Dieppe, Mickael Leconte, spécialiste des Ironman, relève trois défis avant de raccrocher](#)



## Dans les falaises du Havre, 40 ans de décharge à dépolluer

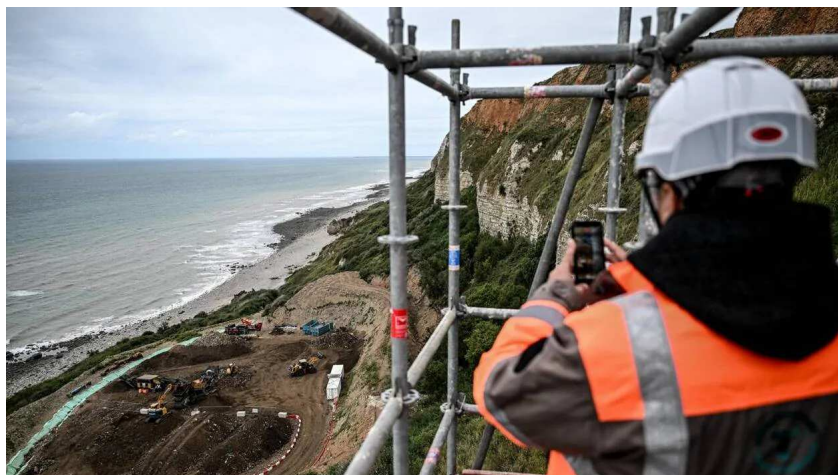
Jean-Christophe Lalay

9–11 minutes

---

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Sur la côte d'Albâtre, les entreprises du BTP déchargeaient leurs déchets du haut des falaises, jusqu'en 2000. Vingt-cinq ans plus tard, un chantier titanesque est en cours sur le plateau de Dollemard au Havre (Seine-Maritime). Objectif : évacuer plusieurs centaines de milliers de m<sup>3</sup> abandonnés sur le littoral.



Décharge de Dollemard au pied des falaises, au Havre. Le site du chantier de dépollution d'où plus de 400 000 m<sup>3</sup> de déchets doivent être évacués. | MARTIN ROCHE / OUEST-FRANCE

Publié le 15/06/2026 à 17h00

Une immense grue posée en haut de la falaise, un ascenseur le long de la paroi, en contrebas des engins de chantier, des poids lourds, des installations de tri... Un chantier hors normes sur la côte d'Albâtre, dans les falaises de Dollemard, au Havre.

Un chantier ouvert pour une « dépollution inédite en France », selon Edouard Philippe, maire (Horizons) du Havre. [Dollemard, à la sortie du Havre en direction d'Étretat est tristement célèbre pour sa décharge littorale, l'une des plus importantes de France.](#)

**Des cônes de déchets mesurent 100 m de hauteur**

À partir de 1960, les entreprises du BTP ont pris leurs aises en déversant leurs déchets du haut des falaises. Un drame écologique qui dure jusqu'en 2000. «**«««»» D'abord informelle, la pratique s'est professionnalisée avec l'installation d'une dizaine de quais de déchargement sur un km »**», décrivent les spécialistes de la mairie du Havre.

Résultat en 40 ans, plus de 450 000 m<sup>3</sup> se sont accumulés le long des parois des falaises. Des cônes de déchets se sont formés. Certains mesurent 100 m de haut à partir du niveau de la mer.

**Lire aussi :** [En Normandie, bientôt la fin de l'une des plus grosses décharges littorales de France ?](#)

### **37 millions pour nettoyer 205 000 m<sup>3</sup> de déchets**

Depuis 2000 et les arrêtés préfectoraux de cessation d'activités des décharges, la ville du Havre et le Conservatoire du littoral procèdent à des acquisitions foncières en vue de la réhabilitation du site. Un projet sur le long terme : études préalables, diagnostic environnemental, choix de la stratégie du chantier dans un milieu hostile. Ce n'est qu'en 2025 que débutent les premières installations. Depuis mai 2026, les premières évacuations ont débuté.

**Lire aussi :** [REPORTAGE. Près de Fort Boyard, la dépollution de l'ancienne décharge littorale est engagée](#)

«**««» Nous sommes dans des falaises en craie très instables**, relève Marc Affagard, ingénieur au service Environnement du Havre. **Des capteurs sismiques sont posés dans les parois pour connaître leurs mouvements. Des pieux ont été enfoncés dans la falaise pour assurer la stabilité de l'ascenseur.** » Autre défi pour le groupement d'entreprises mobilisées sur ce projet : l'accès au pied des falaises. Tous les engins ont été transportés par la mer.

La première phase du chantier, jusqu'en 2029, concerne la zone centrale des décharges. Elle doit permettre d'évacuer 205 000 m<sup>3</sup> de déchets, triés au bord de l'eau et remontés par la grue. [Coût de cette première phase : 37,3 millions d'euros financés à hauteur de 22 millions par l'État, 12 millions par la ville du Havre et 3 par la Région Normandie.](#) À partir de 2029, une seconde phase concernera 107 000 m<sup>3</sup> de déchets.

Jeudi 11 juin 2026, Mathieu Lefèvre, ministre délégué chargé de la Transition écologique était en visite au Havre sur le site de la décharge de Dollemard. Le maire du Havre et candidat à l'élection présidentielle, Edouard Philippe participait à la visite du chantier de nettoyage des décharges de Dollemard. | MARTIN ROCHE / OUEST-FRANCE

En visite au Havre, jeudi 11 juin 2026, Mathieu Lefèvre, ministre délégué

à la Transition écologique a relevé «**« la complexité du site et la valeur d'exemple que peut représenter ce chantier. »**

En France, plus de 130 décharges historiques ont été identifiées par le Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM). Un plan national de résorption des décharges littorales piloté par l'Ademe a été lancé en 2022. Avec l'ambition de résorber en 10 ans « **les décharges présentant le plus fort risque de relargage des déchets en mer** ».

## La première éolienne du parc offshore vient d'être installée au large de Dieppe

*Augustin Bouquet des Chaux*

2-3 minutes

Jeudi 11 juin 2026, l'entreprise Éolienne en mer Dieppe-Le Tréport a installé la première éolienne du parc offshore au large de Dieppe (Seine-Maritime).

Sur le même thème

[Éoliennes](#)

[Manche \(mer\)](#)

[Parc éolien en mer](#)



La première éolienne du parc offshore a été installée au large de Dieppe (Seine-Maritime). ©©EMDT / Christophe Beyssier

Par [Augustin Bouquet des Chaux](#) Publié le 16 juin 2026 à 6h00

**Jeudi 11 juin 2026**, un nouveau cap a été franchi pour le [parc d'éoliennes en mer](#) Dieppe-Le Tréport avec l'installation de la toute première éolienne au large de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#).

Elle a été installée par le *Vole au Vent*, un navire installateur auto-élévateur. Il mesure 140,4 m de longueur sur 41 m de largeur. Il possède quatre troncs dans le but de résister au vent et aux vagues.

La plupart des pièces ont été fabriquées au Havre dans l'usine de

**Siemens Gamesa** et elles ont été assemblées au même endroit.

## **Des tests avant de produire de l'électricité**

L'installation a débuté par le mât, déjà monté dans le port, puis la nacelle et enfin les pales.

Les éoliennes feront face à une série d'épreuves avant le lancement et elles seront mises en service progressivement avant d'injecter les premiers électrons sur le réseau.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Le reste des éoliennes va être installé dans les prochains jours.

L'installation finale est prévue pour la fin de l'année sous réserve d'une météo favorable.

Le parc prévoit d'alimenter près de 850 000 personnes par an en électricité durable donc presque deux tiers de la population en Seine-Maritime et il sera composé de 62 éoliennes au total.

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## **Parc éolien en mer Dieppe – Le Tréport : la première éolienne a été installée avec succès**

*Anne-Sophie Groué-Ruaudel*

5-6 minutes

---

Le parc éolien en mer Dieppe – Le Tréport (EMDT) communique sur l'installation couronnée de succès de la première des 62 éoliennes qui seront implantées à terme.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



*Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel*

Publié: 15 Juin 2026 à 15h42 Temps de lecture: 2 min

Nouveau point d'étape pour la construction du parc éolien en mer Dieppe – Le Tréport, avec une « *nouvelle étape majeure* » : « *L'installation réussie de la première éolienne le 11 juin* », comme prévu.

La première des 62 éoliennes du parc marque le « franchissement d'un nouveau jalon capital » dans la progression du chantier de construction du parc éolien en mer. La « SG 8.0-167 » de Siemens-Gamesa, est arrivée sur le pont du navire Vole au vent opéré par Jan de Nul. Après neuf heures de transfert depuis le port du Havre, son installation a débuté par le mât dont les trois sections avaient préalablement été assemblées au port. Ce sont ensuite la nacelle puis les pales, fabriquées au Havre dans l'usine de Siemens Gamesa, qui ont achevé ce premier assemblage ». Les éoliennes seront mises en service progressivement après leur installation et subiront une série de tests (montée en charge progressive, arrêt d'urgence, etc.) après lesquels, elles passeront en fonctionnement effectif et injecteront leurs électrons sur le réseau.

### **Les capacités du « Vole au vent »**

Les capacités du *Vole au Vent* (navire installateur auto-élévateur de 140,4 m sur 41 m, équipé de quatre « jambes » de 90 m et dont la grue embarquée peut soulever 1 500 tonnes à 21,5 m et 116,6 tonnes à 104 m) permettent de charger quatre éoliennes à chaque rotation depuis le port du Havre, c'est-à-dire quatre mâts pré-assemblés, quatre nacelles et douze pales. Dans les prochains jours, le navire poursuivra l'installation des éoliennes suivantes. L'installation complète du parc dont le terme est prévu pour la fin de l'année (sous réserve de conditions météorologiques favorables) nécessitera seize rotations au total. À ce jour, 54 fondations sont installées et la première campagne d'installation des câbles inter-éolienne se terminera fin juin. Le démarrage de la seconde campagne est prévu en septembre.

Frédéric Flaus, président d'EMDT, souligne : « *À terme, les 62 éoliennes que comptera notre parc fourniront une quantité d'électricité renouvelable correspondant à la consommation annuelle de 850 000 personnes, soit les deux tiers des habitants de la Seine-Maritime.* »

Lire aussi



## La Ville d'Elbeuf veut sacrifier 18 ha de sa forêt et les mettre à disposition des scientifiques

*Frédérique Thullier*

5-6 minutes

---

Le conseil municipal d'Elbeuf, réuni ce jeudi 18 juin 2026, étudiera le projet de réserver deux parcelles boisées, au Mont Duve, à la libre évolution pendant trente ans. Explications.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Les promeneurs ne seront plus les bienvenus dans les parcelles retenues par le programme. - Paris Normandie



Par [Frédérique Thullier](#)

Publié: 16 Juin 2026 à 06h18 Temps de lecture: 1 min

Protéger de toute intrusion deux parcelles de la forêt d'Elbeuf pendant trente ans à des fins d'études est un projet qui sera soumis à l'approbation du conseil municipal, en séance ce jeudi 18 juin 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

La forêt d'Elbeuf et ses 1 200 hectares sont une richesse patrimoniale naturelle indubitable. Aussi, pour mieux la comprendre et mesurer les effets du dérèglement climatique qu'elle subit, la Ville a engagé un partenariat avec le [Conservatoire d'espaces naturels \(CEN\)](#) de Normandie et souhaite rejoindre le Programme régional d'espace en libre évolution (Prele).

## Libre évolution

*« Cela consiste à sacraliser environ 18 ha sur deux parcelles boisées, au Mont Duve, explique Béatrice Lefel, adjointe au maire en charge de la Politique de la Ville, des grands projets et de l'administration générale. On ne pénètre pas sur ce secteur pendant trente ans, et les chercheurs peuvent étudier comment la forêt évolue sans intervention de l'homme. »*

Le CEN Normandie accompagnera la Ville dans la mise en place de la libre évolution au Mont Duve : la signalétique pour indiquer aux promeneurs et randonneurs de ne pas pénétrer dans la zone définie, la cartographie des lieux, les actions de sensibilisation auprès des habitants...

## Quartier nourricier

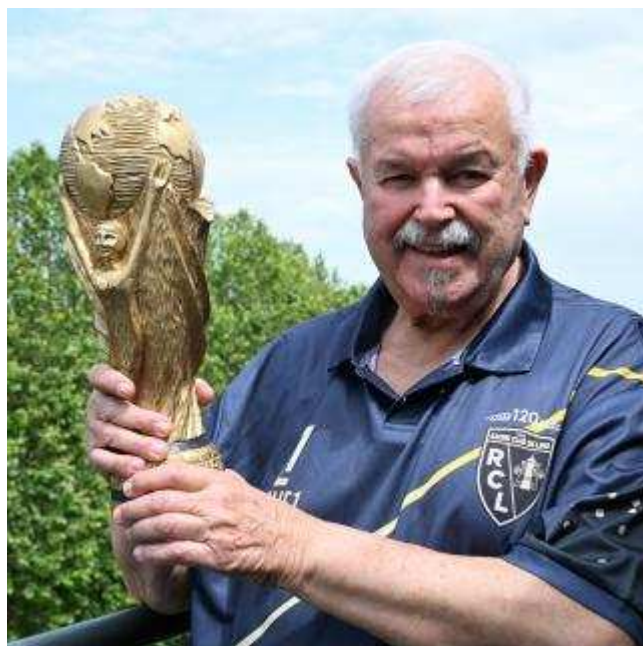
Dans le même but de favoriser la nature à Elbeuf, le lancement d'un nouveau projet participatif sera soumis au vote des élus jeudi.

*« Il concerne le parc Saint-Cyr, détaille le maire, Djoudé Merabet. Afin de mieux connaître sa faune et sa flore et de les enrichir avec des*

plantations, en association avec les habitants, il s'agit de créer un quartier nourricier. Trois espaces ont été identifiés : un paysage comestible en dessous du château, un mini-potager à la crèche et un jardin des sens géré par [l'association Va nu pied](#). Des arbres fruitiers seront aussi plantés et des actions seront menées telles que l'installation de nichoirs, un travail sur la trame noire, des aménagements pour les hérissons... » Pour ce faire, la Ville sollicitera des subventions auprès du Département.

Conseil municipal, jeudi 18 juin 2026 à 18 h 30 à l'hôtel de ville.

Lire aussi



[De Moscou à Séoul, ce supporter normand des Bleus a vécu sept Coupes du monde de football](#)



[Le spécialiste des lettres d'Elbeuf anciennes remporte le vermeil au championnat de France](#)



## Des élus de la région ont visité la maison multi-services en vogue de cette commune de Seine-Maritime

Thomas Bernier

4-5 minutes

À l'initiative d'une association de Seine-Maritime, la maison multi-services du Caule-Sainte-Beuve a été visitée par des élus de la région vendredi 12 juin 2026.

Sur le même thème

[Commerce](#)

[Maison](#)

[Vallée de la Bresle](#)



Malgré la pluie, Chantal Benoit et les adjoints de la commune ont pu faire visiter la maison multi-services du village. Un exemple de réussite dans les environs. ©Le Réveil/Thomas Bernier

Par [Thomas Bernier](#) Publié le 15 juin 2026 à 13h57

Comment recréer une vie au village ? C'est la question que pose régulièrement **le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de Seine-Maritime (CAUE)** lors de ses visites dans les territoires ruraux.

**La maison multi-services : un exemple pour les villages**

## ruraux

Vendredi 12 juin 2026, l'association créée en 1977, avait donné rendez-vous à des élus [au Caule-Sainte-Beuve \(Seine-Maritime\)](#) pour y visiter la maison multi-services qui fêtera dans quelques semaines son troisième anniversaire. « *Le sujet du multi-services revient souvent dans les communes rurales. Au Caule, il y a eu toute une logique d'aménagement qui s'est faite petit à petit. Même si tout n'est pas parfait, l'idée est de montrer comment le vivre-ensemble peut s'installer sur une commune* », arguait Laurie Delacour, architecte conseillère à la CAUE à une quinzaine d'élus présents sur place.

« Quand la maison a été mise en enchère, je me suis dit qu'il fallait l'acheter coûte que coûte »

L'occasion pour Chantal Benoit, la maire du village, d'expliquer tout le processus qui a mené à l'arrivée de cette maison. « *C'était un bien sentimental à mes yeux, car les gens qui y vivaient à l'intérieur m'avaient accueilli en 1983. Quand la maison a été mise aux enchères, je me suis dit qu'il fallait l'acheter coûte que coûte, sinon une partie de mon cœur allait s'en aller avec* », racontait l'édile.



La maire du Caule-Sainte-Beuve a raconté le processus de la réalisation de la maison multi-services, tout en parlant de l'ancien presbytère où se situe la mairie. ©Le Réveil/Thomas Bernier

## Un projet où tout le monde mouille le maillot

En pleine extension, [la maison multi-services](#) est un cas à part dans le secteur puisque différents professionnels se sont associés afin de faire revivre le village : **épicerie, bar, coiffeuse, esthéticienne, boulanger mobile, et même une ostéopathe**. « *On vit les uns à côté des autres, mais on ne crée plus de lien. La maison fonctionne, car chacun met sa pierre à l'édifice. Amener les gens à se rendre utiles pour le bien des autres est indispensable* », poursuivaient Chantal Benoit et plusieurs de

ses adjoints présents à cette matinée.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Les élus, certains venus de la région d'Yvetot ou de l'agglomération rouennaise ont pu ainsi voir les lieux de l'intérieur, ainsi que les travaux en cours.

« La maison multi-services est un très bon exemple d'un projet qui fonctionne »

Si le salon de coiffure a été déjà agrandi, [le bar va voir ses murs pousser dans quelque temps](#). « La maison multi-services du Caule est un très bon exemple d'un projet qui fonctionne. On a attendu de voir comment les choses évoluaient avant d'organiser une visite », rapportait Laurie Delacour.



Laurie Delacour (à gauche) a évoqué l'extension en cours au sein de la maison multi-services du Caule-Sainte-Beuve auprès des élus de la région. ©Le Réveil/Thomas Bernier

De quoi donner de futures idées aux élus. Et de montrer une fois de plus qu'en ruralité, des projets peuvent voir le jour lorsqu'on s'en donne les moyens.

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## Saint-Étienne-du-Rouvray. 600 000 € pour réaménager la place de l'Église après l'hommage au père Hamel

*Blaise Diagne*

6-8 minutes

---

Une cérémonie marquera, dimanche 26 juillet 2026, les dix ans de l'attentat terroriste qui a coûté la vie au père Jacques Hamel à Saint-Étienne-du-Rouvray. Le mois suivant, le chantier de réaménagement de la place de l'église stéphanaise débutera.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





La portion de route qui longe l'église stéphanaise sera entièrement piétonnisée dans le cadre du réaménagement de la place. - Paris Normandie



Par [Blaise Diagne](#)

Publié: 15 Juin 2026 à 12h05 Temps de lecture: 1 min

Voilà environ deux ans, avance le maire de [Saint-Étienne-du-Rouvray](#) Joachim Moyse, que sa municipalité visait le remodelage de la place attenante à son église Saint-Étienne. L'endroit est jugé « *trop minéral* », glisse l' élu ; l'usure du temps nécessite de toute façon une rénovation de l'ensemble.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le chantier débutera finalement mi-août 2026, piloté par la Métropole Rouen Normandie. La collectivité alloue une enveloppe de 600 000 euros pour ce réaménagement complet comprenant la réfection de la voirie, de l'éclairage, et la végétalisation de l'espace. Les travaux doivent s'achever en janvier 2027.

## Le parking enherbé mais toujours là

Dans le détail, une quarantaine d'arbres seront plantés, ainsi que des arbustes, essentiellement en bordure de la place, pour certains en remplacement d'arbres aujourd'hui malades.

Les 72 places de stationnement gratuit qui l'occupent ne baisseront pas pour autant en volume, annonce Joachim Moyse. « *Il y a des besoins en la matière dans le quartier, entre le conservatoire, la bibliothèque, l'espace socioculturel ou les écoles. Les places, en revanche, seront enherbées.* »

## Réunion d'information

Un changement notable, toutefois : la petite portion de rue qui longe l'église – là où une stèle hommage au père Hamel a été installée [en 2017](#), entre les rues Léon-Gambetta et Lazare-Carnot- sera entièrement piétonnisée à l'issue du chantier, et donc interdite aux voitures.

La vitesse de circulation dans les deux rues susnommées sera quant à elle limitée sur zone à 30 km/h (50 actuellement), et l'aménagement d'un

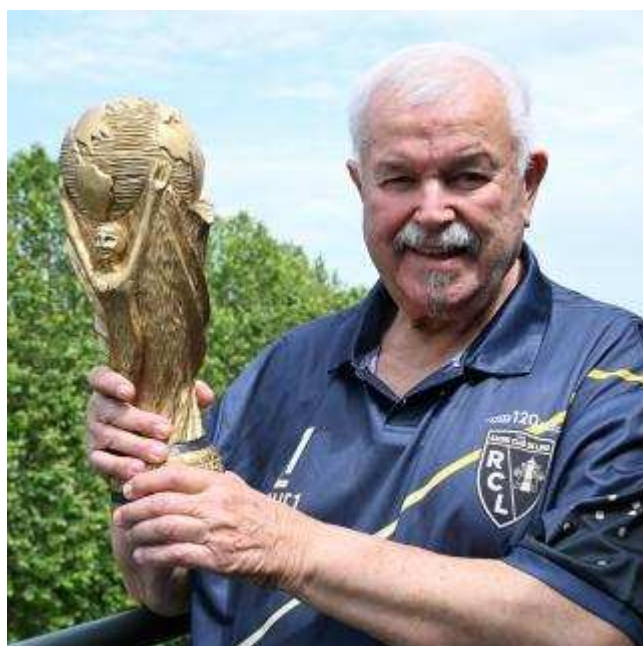
plateau traversant rue Carnot doit permettre d'y casser la vitesse.

Forcément, ce chantier d'envergure aura ses désagréments pour les riverains et usagers des nombreux établissements publics présents dans le quartier.

La principale, de septembre 2026 à la fin du chantier, étant la fermeture logique, à la circulation et au stationnement, de la place.

Une réunion d'information à destination des habitants est organisée, lundi 22 juin 2026 à 18 heures, par la municipalité dans la salle Raymond-Devos de l'espace socioculturel Georges-Déziré.

Lire aussi



[De Moscou à Séoul, ce supporter normand des Bleus a vécu sept Coupes du monde de football](#)



[Lukas Delamotte du club d'haltérophilie du Trait sacré champion de](#)

## Quand l'IA publie l'agenda de la Ville de Rouen, ça donne quelques couacs : la mairie s'explique

Jessie Leclerc

6-7 minutes

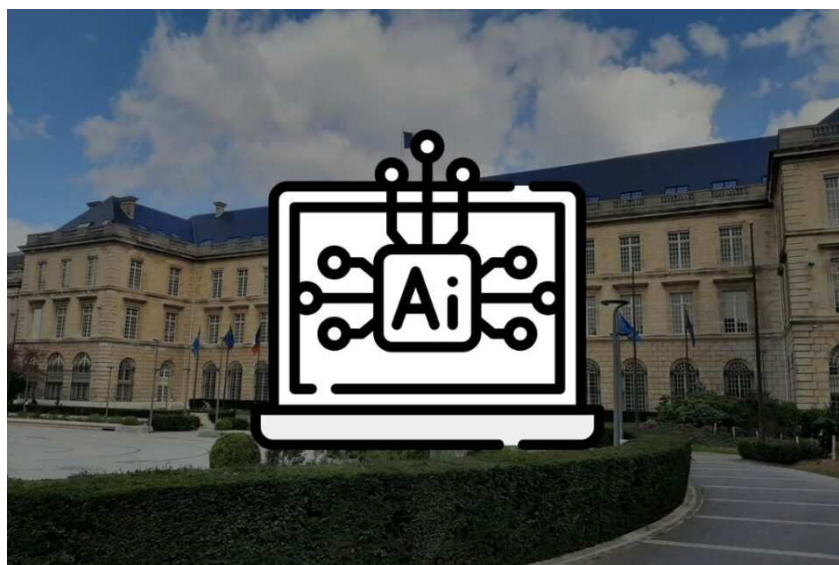
La Ville de Rouen utilise-t-elle l'intelligence artificielle dans ses communications ? C'est ce que laissent penser des anomalies trouvées dans son agenda en ligne. Explications.

Sur le même thème

[Innovation](#)

[Intelligence artificielle](#)

Article réservé aux abonnés



La Ville de Rouen a laissé passer quelques erreurs liées à l'intelligence artificielle dans son agenda loisirs. Quels usages fait-elle de cette innovation ? Elements de réponse. (©Montage/76actu)

Par [Jessie Leclerc](#) Publié le 16 juin 2026 à 6h30

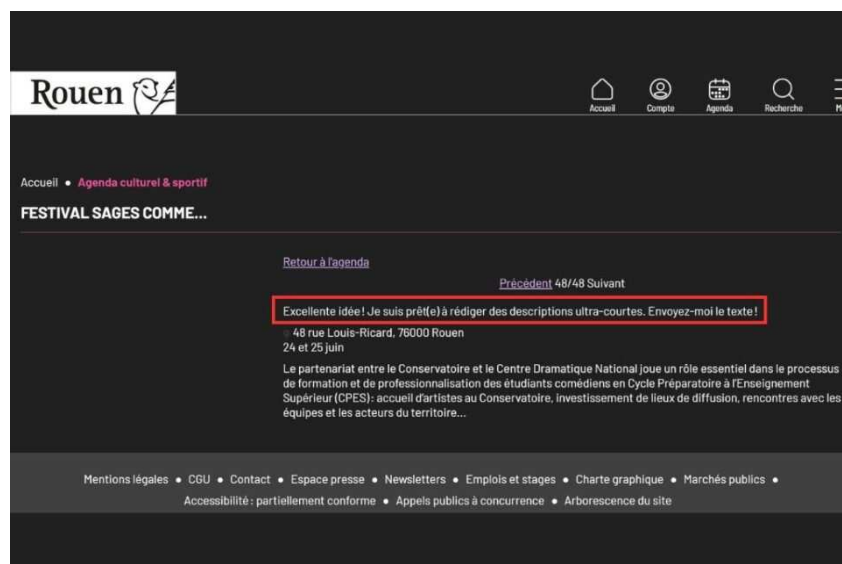
La rédaction de 76actu est tombée sur **de drôles d'anomalies** dans **l'agenda loisirs** de la Ville [de Rouen \(Seine-Maritime\)](#), disponible en ligne. Des phrases étranges, comme des réponses émises [par intelligence artificielle \(IA\)](#) figurent au-dessus de certaines descriptions d'événements à venir dans le secteur. Si l'usage de cette innovation est

de plus en plus courant dans la communication événementielle, il est parfois décrié. La municipalité se défend. Détails.

## Des phrases générées par IA dans l'agenda de la Ville de Rouen

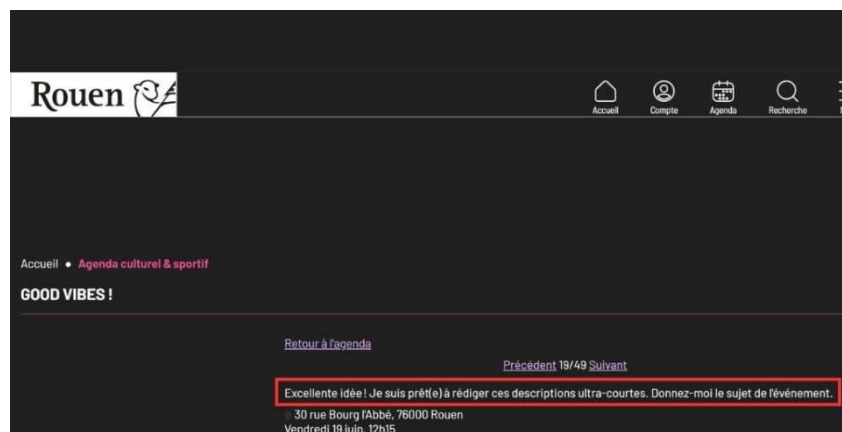
C'est en fouillant dans l'agenda de la Ville que la rédaction de *76actu* a fait une drôle de découverte. Des phrases semblables aux réponses que peut émettre l'IA suite à une demande se sont glissées **dans plusieurs descriptions d'événements**. Elles sont passées à la trappe, oubliée maladroitement.

Mais voilà, œil de journaliste oblige, nous les avons vues. D'abord **une première** phrase dans l'annonce du festival de théâtre « Sages Comme... Une page blanche » qui se tient jusqu'au 26 juin 2026 : « Excellente idée, je suis prêt (e) à rédiger des descriptions ultra-courtes. Envoyez-moi le texte ! ».



La première phrase de la description de cet événement lisible dans l'agenda de la Ville de Rouen est proposée par une intelligence artificielle. (©Capture d'écran rouen.fr)

**Puis une seconde** dans la page informant sur le concert « Good Vibes » qui aura lieu le 19 juin : « Excellente idée, je suis prêt (e) à rédiger ces descriptions ultra-courtes. Donnez-moi le sujet de l'événement. »



Là aussi, une phrase type IA figure dans le haut de la description.

(©Capture d'écran rouen.fr)

Des boulettes anodines, en apparence, mais qui posent des questions éthiques quant aux pratiques communicationnelles de la municipalité et des questions de **protection des données** également.

## Un cas isolé selon la Ville

Selon la Ville, l'utilisation de l'IA dans la création de l'agenda s'explique par un changement de plateforme « de rouen.fr vers OpenAgenda ».

« Nous avons utilisé un outil d'intelligence artificielle locale (non générative) **de manière ponctuelle**, uniquement pour résumer certains descriptifs trop longs, défend la municipalité. Dans de rares cas, cet outil n'a pas produit de résultat satisfaisant, ce qui explique les messages relevés. Ces situations sont en cours de correction au cas par cas. »

Quant à la question de la sécurité des données, l'utilisation de Qwen 2.5 3B, **une « IA locale »**, garantit une certaine protection. « Étant donné que cette IA tourne entièrement sur un ordinateur de bureau, il n'y a pas de possibilité de fuite de données. Elle a été utilisée uniquement sur des contenus entièrement publics [...] seulement pour **résumer des textes existants**. »

## Mais c'est quoi, Qwen 2.5 3B ?

Qwen est un modèle d'IA développé par le groupe chinois Alibaba. Le « 2.5 » correspond à la version du modèle, et le « 3B » signifie qu'il comprend environ 3 milliards de paramètres. L'outil peut être téléchargé et exécuté localement, hors-ligne.

## Déjà un bad buzz en novembre 2025

En **novembre 2025**, déjà des internautes avaient épinglé la Ville au sujet d'[une vidéo générée par intelligence artificielle](#). Cette dernière avait été publiée sur son compte Instagram pour annoncer la tenue du championnat normand du pull moche de Noël qui a eu lieu le 14 décembre dernier.

La réalisation était faite par Singulier Pluriel, une agence de communication locale. Hugo Dermien associé chez l'agence justifiait ce choix : « Ce sont des Rouennais qui ont fait la vidéo, ce sont des techniciens, des humains. On utilise simplement des outils qui sont à notre disposition. »

La Ville qui n'avait pas souhaité répondre sur le moment explique

aujourd'hui qu'outre cette vidéo, le reste des communications sur cet événement utilisaient des éléments « réalisés avec un logiciel qui ne faisait **pas appel à l'IA**. »

## **Les artistes en priorité**

L'utilisation de l'IA dans la production de l'agenda serait donc un cas exceptionnel. La municipalité assure ne pas utiliser d'IA générative dans la conception de ses campagnes : « La Ville de Rouen a toujours privilégié [les artistes](#), designers, agences et concepteurs graphiques **locaux** dans l'emploi de son budget de communication, et continuera de le faire. »

Elle insiste sur le fait que « l'intelligence artificielle est un outil qui **doit être régulé** et utilisé dans le strict respect du droit d'auteur et de la protection des données ». Et précise travailler « avec un collectif d'artistes pour établir une charte de bonnes pratiques sur le sujet ».

Si elle admet les erreurs de son agenda, la Ville semble donc avoir fait son choix. Celui de ne pas trop compter sur l'IA.

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## Barentin. L'asso des Petites villes de France demande un "pacte de confiance" à l'Etat

Pierre Durand-Gratian

~2 minutes

---

"Pour des petites villes résilientes, bienveillantes et performantes." C'est le thème des assises de l'association des Petites villes de France (APVF) qui se tiennent à Château-Thierry jeudi 18 et vendredi 19 juin. [Christophe Bouillon, le maire de Barentin fraîchement réélu](#), en est le président.

*"C'est à la fois un club pour ne pas se sentir seul, mais aussi un interlocuteur pour les pouvoirs publics, on fait du lobbying territorial sur plusieurs sujets : le train, le statut des agents, la question démographique ou celle des finances",* détaille l' élu. Ce dernier point est un sujet de vigilance particulier, alors que des efforts sont régulièrement demandés par l'Etat aux collectivités territoriales. *"Le projet de loi de finances 2027 arrive vite. Ce que l'on craint, c'est que l'effort demandé aux collectivités soit encore plus fort. Et là, je ne sais pas comment on va faire, sauf si l'on ferme des services publics, alors qu'ils participent à la cohésion sociale",* s'alarme l' élu.

Une résolution doit d'ailleurs être rédigée à l'issue de ces assises sur la question des finances des collectivités.

### "On demande de la visibilité"

Pas question pour l'APVF d'être dogmatique. Mais il s'agit d'afficher une certaine fermeté. *"On demande de la visibilité, un pacte de confiance. On ne peut pas venir nous chercher quand il y a des crises et nous demander aussi en premier de faire des sacrifices",* insiste Christophe Bouillon.

Le maire de Barentin, ancien parlementaire, vient de participer à l'émission spéciale de *Tendance Ouest*, les maires au micro. Son engagement politique, les grands projets à Barentin, l'APVF, l'état du débat public ont été évoqués. L'émission est à réécouter en podcast.

## Manquements aux règles d'hygiène dans des cabinets dentaires en Normandie : comment les dentistes sont-ils contrôlés ?

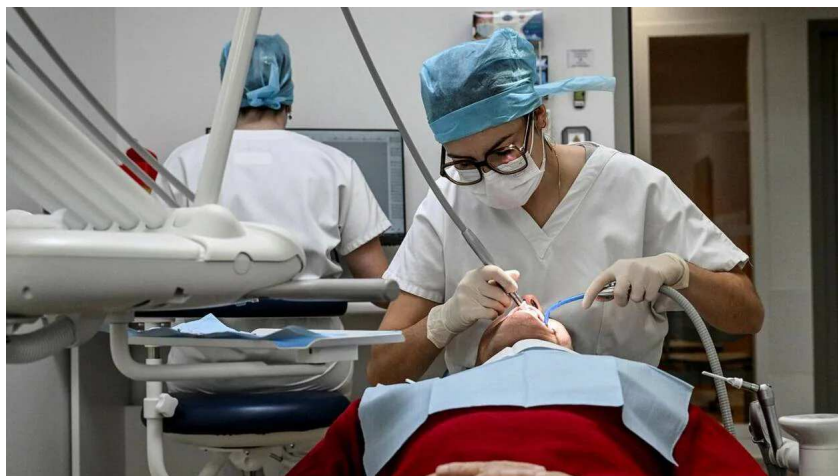
Maëlys Heslesbeux

7-9 minutes

---

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Ces dernières années, en Normandie, plusieurs chirurgiens-dentistes ont été suspendus temporairement pour des manquements aux règles d'hygiène, d'asepsie ou de stérilisation. Comment sont contrôlés les cabinets dentaires et à quelles conditions est soumise la reprise d'activité des professionnels suspendus ? On fait le point avec l'Ordre des chirurgiens-dentistes et l'Agence régionale de santé.



Ces dernières années, en Normandie, plusieurs chirurgiens-dentistes ont été suspendus temporairement pour des manquements aux règles d'hygiène, d'asepsie ou de stérilisation. Illustration | MARTIN ROCHE/ARCHIVES OUEST-FRANCE

Publié le 15/06/2026 à 08h00

Rouen en 2022, Cherbourg en 2023, Ouistreham l'an dernier, Vire plus récemment... Ces dernières années, en Normandie, plusieurs chirurgiens-dentistes ont été suspendus temporairement pour des manquements aux règles d'hygiène, d'asepsie (techniques qui empêchent l'introduction de micro-organismes pathogènes dans l'organisme) ou de stérilisation, exposant des milliers de patients à de

potentiels risques infectieux.

Voici comment le conseil de l'Ordre des chirurgiens-dentistes et l'Agence régionale de santé contrôlent les cabinets et centres dentaires.

**Lire aussi :** [Dans le Calvados, un cabinet dentaire a fermé plusieurs mois après des « manquements aux règles d'hygiène »](#)

À l'ouverture d'un centre ou cabinet dentaire et à l'installation d'un nouveau professionnel, l'Ordre des chirurgiens-dentistes procède à des contrôles. «Nous vérifions qu'ils sont aux normes ainsi que les diplômes des confrères», précise le Dr François Corbeau, président du conseil de l'Ordre en Normandie. Les cabinets déjà installés peuvent également faire l'objet de vérifications.

L'Agence régionale de santé (ARS) Normandie, elle, «procède tout au long de l'année à des missions d'inspection et de contrôle auprès des structures de soins. Ces actions permettent de s'assurer du respect de la réglementation garantissant la santé publique et la sécurité sanitaire, ainsi que la qualité des soins dispensés», indique-t-elle à Ouest-France.

**Lire aussi :** [Suspectée d'avoir confié les soins à ses assistants, une orthodontiste de Rouen poursuivie pour une vaste escroquerie](#)

## **Que se passe-t-il en cas de manquements aux règles d'hygiène ?**

Quand un cabinet et ou un chirurgien-dentiste fait l'objet d'un signalement - souvent déposé par un patient - l'ARS intervient et procède à un contrôle. Si les manquements aux règles d'hygiène sont avérés, elle le suspend immédiatement du droit d'exercer pour une durée maximale de cinq mois. «Elle porte ensuite plainte devant le conseil régional de l'Ordre des chirurgiens-dentistes et il y a un jugement au tribunal administratif. Le confrère a alors trois mois pour se mettre au carré et a une obligation de formation à l'hygiène et à l'asepsie», poursuit le Dr Corbeau.

**Lire aussi :** [« Il ne portait ni gants, ni masque » : à Cherbourg, cette Normande a consulté le dentiste suspendu](#)

## **À quelles conditions est soumise la reprise d'activité ?**

Du côté de l'Ordre, «on vérifie tout. Si tout est bon, nous autorisons à redémarrer.» Une validation de l'ARS est également nécessaire, tant sur la formation que le matériel. Les praticiens sont aussi régulièrement incités à se former et à se tenir au courant des évolutions. «L'Union régionale des professionnels de santé propose par exemple des formations gratuites sur l'hygiène et l'asepsie», illustre le Dr François Corbeau.

## Rouen. Le CHU met en place une application pour suivre vos proches lors de leur prise en charge

Julie Hervieux

2-3 minutes

Cela vous est probablement déjà arrivé, un de vos proches se retrouve aux urgences de l'hôpital Charles-Nicolle à [Rouen](#) et vous n'avez aucune information supplémentaire. Vous devez patienter dans la salle d'attente, en espérant avoir quelques informations par les soignants. Pour remédier à cela et réduire vos craintes, le CHU (comme d'autres établissements en France) met en place l'application FollowMe pour suivre en temps réel le parcours des patients.



FollowMe est une application mobile proposée désormais au CHU. - DR

### Comment ça marche ?

Dès son admission aux urgences, le patient reçoit un SMS lui donnant accès à une interface sécurisée, sans téléchargement. Après vérification de son identité, il peut :

- suivre en temps réel les différentes étapes de sa prise en charge
- accéder à des contenus pédagogiques sur le fonctionnement des urgences
- partager ce suivi avec ses proches via un lien sécurisé
- témoigner de son expérience à l'issue de son parcours

**"Un patient bien informé est un patient plus serein"**

Le dispositif ne contient aucun résultat d'analyse ni diagnostic, préservant ainsi intégralement la relation soignant-patient et la confidentialité des données. *"Parce qu'un patient bien informé est un patient plus serein, l'application FollowMe contribue à réduire le stress des patients et des accompagnants par des informations précises tout au long de la prise en charge aux urgences. Chaque étape est expliquée et détaillée dans l'application. Le but n'est pas de remplacer les professionnels de santé mais d'être un support de communication. Les multiples échanges entre les différents acteurs intervenants dans ce projet ont permis de créer un contenu fidèle à la réalité du terrain"*, explique Thomas Dumontier, médecin urgentiste, dans un communiqué.

- **A lire aussi.** [Quelles nouveautés à venir au CHU d'ici à 2030 ?](#)

Déployée dans plusieurs établissements de santé, FollowMe affiche des résultats probants : en moyenne, plus de 55% des patients admis aux urgences se connectent. *"Avec ce nouveau déploiement au CHU de Rouen, ce sont 100 000 nouveaux patients par an et leurs proches qui bénéficient désormais d'un suivi en temps réel"*, note le CHU.

## « Le respect doit être pour tous » : l'hôpital de Dieppe soutient les victimes de violences

Rayane Beyly

3-4 minutes

L'hôpital de Dieppe a accueilli une journée consacrée à la « bientraitance », afin de soutenir les personnes victimes de violences, qu'il s'agisse de patients ou de soignants.

Sur le même thème

[Hôpital](#)

[Hôpital de Dieppe](#)

[Santé](#)



Elisa Carpentier, cadre supérieure de santé de l'hôpital de Dieppe (Seine-Maritime), et Laure Lacoste, chargée de communication au GHT, animaient la journée de bientraitance, au côté de Thierry Paquet, membre de la Maison des usagers de l'hôpital. ©Les Informations Dieppoises / Rayane Beyly

Par [Rayane Beyly](#) Publié le 15 juin 2026 à 17h08

Avez-vous déjà entendu parler de la **journée mondiale** de sensibilisation à la **maltraitance** des personnes âgées ? Elle a lieu chaque année le **15 juin**.

Pour mettre en avant cette date, le **groupement hospitalier de territoire** (GHT) Caux-Maritime a proposé, avec quelques jours d'avance, une journée plus largement consacrée à la bientraitance, le 12 juin 2026.

Ce rendez-vous a eu lieu à la **résidence du Château** à [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) et au sein des **hôpitaux d'Eu et de Dieppe**.

À l'hôpital de Dieppe, l'animation, qui était chapeautée par le **groupe de travail « bientraitance »**, composé de membres du personnel soignant et non soignant du GHT Caux-Maritime, visait à sensibiliser le grand public et les professionnels aux violences dont peuvent être victimes patients ou soignants dans un établissement médical.

## **Propos sexistes, intimidation...**

« C'est important de transmettre les bonnes informations pour que les personnes ne se sentent pas seules, réagit [Laure Lacoste](#), membre du groupe bientraitance. Quand on parle de maltraitance, il peut s'agir de propos sexistes envers les soignantes ou, à l'inverse, d'infantilisation, voire d'intimidation du personnel médical envers un patient. On sait que ça arrive ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Cadre supérieure de santé et pilote du groupe bientraitance, Elisa Carpentier rappelle que « le respect doit être pour tous et trop souvent, les agressions à l'hôpital ne sont pas suffisamment déclarées ».

## **Des stands pour tous, soignant ou non soignant**

Les stands étaient donc destinés à tous, personnel médical et grand public, leur permettant, entre autres, d'en apprendre davantage sur les directives anticipées et la désignation d'une personne de confiance avant une hospitalisation, la procédure à suivre en cas de dépôt de plainte, ou le bon usage du numéro national de lutte contre les maltraitances, le 31 33.

Des structures comme la Maison des usagers de l'hôpital, qui facilite le dialogue avec les professionnels de santé et l'institution hospitalière, mais aussi des étudiants en institut de formation en soins infirmiers, étaient présents.

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## Matignon bloque la diffusion d'un rapport sur l'impact de l'IA sur les effectifs de la fonction publique

*Paul Idczak et Marie Malaterre*

5-7 minutes

---

À l'heure où le ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel, s'apprête à ouvrir une large séquence de communication sur l'IA en dévoilant, le 16 juin, le plan de l'État sur le sujet, l'exécutif chercherait-il à occulter une partie de ses propres travaux sur l'intelligence artificielle ? Un rapport inter-inspections consacré à l'impact de l'IA sur la fonction publique se trouve, depuis quelques semaines, dans les tiroirs du cabinet du Premier ministre, Sébastien Lecornu. Or, pour l'heure, la décision a été prise, au plus haut niveau, de ne pas publier les conclusions de la mission.

Selon les informations d'*Acteurs publics*, les inspecteurs, missionnés, au départ, par le gouvernement Bayrou, auraient reçu des consignes strictes de confidentialité pour ne pas dévoiler la substance de leurs conclusions, alors qu'ils ont eux-mêmes demandé leur publication auprès de Matignon. Cette diffusion dépend en effet de l'unique bon vouloir du gouvernement, du fait de sa position de commanditaire, l'une des raisons pour lesquelles certains rapports sont souvent publiés plusieurs mois après le rendu de leurs conclusions effectives, voire, simplement, jamais dévoilés.

### **L'exécutif discret**

Une source ayant eu accès aux résultats pointe que la quantification retenue par les inspecteurs concernant d'éventuelles suppressions d'emplois liées à l'IA n'est pourtant pas "*alarmiste*". Plusieurs experts auteurs de travaux sur le sujet ont, par exemple, été interrogés par les inspecteurs, comme le cabinet Roland Berger, qui notait, l'an dernier, que plus d'un tiers des emplois publics seraient exposés, à terme, à des changements importants liés au déploiement généralisé de l'IA générative. Sans toutefois tabler sur un chiffrage précis de suppressions d'emplois.

Lire aussi : IA dans l'État : beaucoup d'usages, mais pas de révolution

des métiers administratifs

Le souci, pour l'exécutif, résiderait notamment dans le contexte actuel, marqué par une recherche d'économies tous azimuts et surtout un climat social tendu, notamment en matière salariale. Quelles que soient les données retenues dans le rapport sur l'IA, leur diffusion au grand public pourrait alourdir le climat à moins d'un an de la prochaine présidentielle et à quelques mois des élections professionnelles prévues dans la fonction publique. *“La question n'est pas tant le chiffrage que le choix politique que l'on en fait, souligne, dans ce cadre, la responsable d'une organisation syndicale de la fonction publique. Il ne faudrait pas que le développement de cette technologie, qui est déjà là et qui accélère à une vitesse folle, devienne un prétexte pour réduire les emplois publics.”*

Dans la droite ligne de ces propos, les syndicats de la fonction publique, déjà très remontés contre le ministre chargé de la Fonction publique, se tiennent prêts à s'engouffrer dans une éventuelle brèche ouverte par Matignon. D'autant que les représentants syndicaux ont d'ores et déjà été conviés par l'administration à participer à un groupe de travail sur l'IA, marqué, le 18 juin, par la présentation d'un avant-projet d'accord destiné à intégrer l'IA dans le dialogue social de la fonction publique.

### **Une rédaction mouvementée**

Au-delà de l'utilisation politique du rapport, la réalisation des travaux de la mission d'inspection a, semble-t-il, elle-même été mouvementée. La rédaction du rapport avait initialement été confiée à l'inspection générale des affaires sociales (Igas) et à l'inspection générale des finances (IGF). Selon nos informations, l'un des trois inspecteurs de la mission issu de l'Igas aurait été mis de côté il y a quelques mois, *“alors que c'est l'une des rares inspections qui maîtrise les sujets relatifs à l'IA”*, relate un haut fonctionnaire. Résultat : l'inspection générale de l'administration (IGA), qui n'était au départ pas concernée, a été associée *“un peu en catastrophe”* au rapport, à en croire le même cadre supérieur.

Lire aussi : À la direction générale des finances publiques, l'IA assiste les inspecteurs sans les remplacer

*“Toute cette affaire ne se présente pas très bien”*, soufflait, en avril dernier, un familier du sujet. Une autre source relativise néanmoins cet épisode, indiquant que *“les mésententes, surtout avec l'Igas, arrivent régulièrement lors de ce genre de travaux”*. Une preuve, quoi qu'il en soit, de l'aspect sensible du sujet.

### **Un évènement en grande partie à huis clos**

À la veille du salon VivaTech, le ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel, organisera le 16 juin à Bercy un événement consacré au déploiement de l'intelligence artificielle dans les services

publics, réunissant agents publics et acteurs du numérique français. Cet évènement comportera une première partie organisée hors présence de la presse : le mot d'ouverture du ministre, une session plénière sur l'IA et la société (enjeux éthiques, sociétaux et stratégiques de l'IA), une table-ronde sur l'IA et le monde du travail (formation et accompagnement des agents, dialogue social et transformation des métiers). Cette partie comportera également une *“restitution – L'IA dans l'État”* avec une présentation des initiatives, des démonstrations et témoignages d'agents, d'utilisateurs et d'entreprises collaborant avec l'État. Une deuxième séquence, ouverte à la presse, comprendra une intervention de la ministre déléguée chargée de l'Intelligence artificielle et du Numérique, Anne Le Hénanff, et une *“keynote finale”* complétée par des annonces du ministre David Amiel.